

July 2011



منظمة الأغذية  
والزراعة للأمم  
المتحدة

联合国  
粮食及  
农业组织

Food and  
Agriculture  
Organization  
of the  
United Nations

Organisation des  
Nations Unies  
pour  
l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольствен  
ная и  
сельскохозяйств  
енная  
организация  
Объединенных

Organización  
de las  
Naciones Unidas  
para la  
Agricultura y la  
Alimentación

# COUNCIL CONSEIL CONSEJO

**Hundred and Forty-second Session • Cent-quarante et deuxième session  
• 142.º período de sesiones**

**Rome, 4 July 2011**  
**VERBATIM RECORDS OF PLENARY MEETINGS OF THE COUNCIL**

**Rome, 4 juillet 2011**  
**PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES PLÉNIÈRES DU CONSEIL**

**Roma, 4 de julio de 2011**  
**ACTAS TAQUIGRÁFICAS DE LAS SESIONES PLENARIAS DEL CONSEJO**



# COUNCIL CONSEIL CONSEJO

**Hundred and Forty-second Session • Cent-quarante et deuxième session  
• 142.º período de sesiones**

**Rome, 4 July 2011**  
**VERBATIM RECORDS OF PLENARY MEETINGS OF THE COUNCIL**

**Rome, 4 juillet 2011**  
**PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES PLÉNIÈRES DU CONSEIL**

**Roma, 4 de julio de 2011**  
**ACTAS TAQUIGRÁFICAS DE LAS SESIONES PLENARIAS DEL CONSEJO**



## Table of Contents - Table des matières - Índice

### First Plenary Meeting Première réunion plénière Primera Reunión Plenaria (4 July 2011)

Introductory Items	
Introduction	
Temas introductorios	4
1. Adoption of the Agenda (CL 142/1; CL 142/INF/1)	
1. Adoption de l'ordre du jour (CL 142/1; CL 142/INF/1)	
1. Aprobación del programa (CL 142/1; CL 142/INF/1)	4
2. Election of three Vice-Chairpersons	
2. Élection des trois vice-présidents	
2. Elección de los tres Vicepresidentes	4
Election of Committees	
Élection des membres des comités	
Elección de los comités	5
3. Election of the Chairperson and Twelve Members of the Programme Committee (CL 142/LIM/1)	
3. Élection du Président et des douze membres du Comité du Programme (CL 142/LIM/1)	
3. Elección del Presidente y los doce miembros del Comité del Programa (CL 142/LIM/1)	5
4. Election of the Chairperson and Twelve Members of the Finance Committee (CL 142/LIM/2)	
4. Élection du Président et des douze membres du Comité financier (CL 142/LIM/2)	
4. Elección del Presidente y los doce miembros del Comité de Finanzas (CL 142/LIM/2)	8
5. Election of the Chairperson and Seven Members of the Committee on Constitutional and Legal Matters (CL 142/LIM/3)	
5. Élection du Président et des sept membres du Comité des questions constitutionnelles et juridiques (CL 142/LIM/3)	
5. Elección del Presidente y los siete miembros del Comité de Asuntos Constitucionales y Jurídicos (CL 142/LIM/3)	10
Other Matters	
Questions diverses	
Otros asuntos	10
6. Matters Arising out of the Conference Session	
6. Questions découlant de la session de la Conférence	
6. Cuestiones planteadas en el período de sesiones de la Conferencia	10

8. Calendar of FAO Governing Bodies and other Main Sessions 2011-2013 (CL 142/2)	
8. Calendrier des sessions des organes directeurs de la FAO et des autres réunions principales 2011-2013 (CL 142/2)	
8. Calendario para 2011-13 de los períodos de sesiones de los órganos rectores de la FAO y de otras reuniones importantes (CL 142/2)	11
9. Provisional Agenda for the 143 <sup>rd</sup> Session of the Council (November 2011) (CL 142/INF/4)	
9. Ordre du jour provisoire de la 143 <sup>ème</sup> session du Conseil (novembre 2011) (CL 142/INF/4)	
9. Programa provisional del 143.º período de sesiones del Consejo (noviembre de 2011) (CL 142/INF/4)	13
10. Working Methods of the Council	
10. Méthodes de travail du Conseil	
10. Métodos de trabajo del Consejo	14
11. Any Other Matters	
11. Autres questions	
11. Asuntos varios	15
7. Developments in Fora of Importance for the Mandate of FAO (CL 142/INF/3)	
7. Évolution des débats au sein d'instances intéressant la FAO (CL 142/INF/3)	
7. Novedades en los foros con implicaciones importantes para el mandato de la FAO (CL 142/INF/3)	18

**Second Plenary Meeting**  
**Deuxième réunion plénière**  
**Segunda Reunión Plenaria**

7. Developments in Fora of Importance for the Mandate of FAO (CL 142/INF/3) (continued)	
7. Évolution des débats au sein d'instances intéressant la FAO (CL 142/INF/3) (suite)	
7. Novedades en los foros con implicaciones importantes para el mandato de la FAO (CL 142/INF/3) (continuación)	30

# COUNCIL CONSEIL CONSEJO

<b>Hundred and Forty-second Session Cent-quarante et deuxième session 142.º período de sesiones</b>
<b>Rome, 4 July 2011 Rome, 4 juillet 2011 Roma, 4 de julio de 2011</b>
<b>FIRST PLENARY MEETING PREMIÈRE RÉUNION PLÉNIÈRE PRIMERA REUNIÓN PLENARIA</b>
<b>4 July 2011</b>

The First Plenary Meeting was opened at 10.03 hours  
Mr Luc Guyau,  
Independent Chairperson of the Council, presiding

La première réunion plénière est ouverte à 10 h 03  
sous la présidence de M. Luc Guyau,  
Président indépendant du Conseil

Se abre la primera reunión plenaria a las 10.03  
bajo la presidencia del Sr. Luc Guyau,  
Presidente Independiente del Consejo

## LE PRÉSIDENT

Permettez-moi de vous adresser quelques mots d'introduction. Je voudrais d'abord souhaiter la bienvenue aux nouveaux Membres du Conseil, quelque soit la date à laquelle ils nous rejoindront ainsi que ceux qui ont été reconduits. A tous, je dis que vous allez siéger pour un biennium véritablement exceptionnel.

En effet, la place éminente de la FAO au sein de la gouvernance mondiale, de l'alimentation et de l'agriculture et le rôle véritablement exécutif du Conseil vous donne, à vous les Membres de ce Conseil une responsabilité accrue. Il vous revient de faire vivre notre institution tout simplement en participant activement à ses travaux par des interventions ciblées, courtes et fluides. Nous devons renforcer la dynamique de nos débats, ce qui ne pourra rendre les conclusions que plus pertinentes.

Il nous faut prendre un nouveau départ, nouveau c'est vraiment le maître mot ce matin. Nous avons un nouveau Conseil, constitué par consensus au sein des Groupes sans besoin de recourir au vote. Nous avons un nouveau Programme de travail et de budget pour le biennium 2012-2013, adopté sans aucune voix contre. C'est bien la première fois depuis bien longtemps qu'un point rouge ne s'allume pas dans la grande Salle plénière au moment du vote sur ce budget. Nous avons un nouveau Directeur général élu qui prendra ses fonctions dans quelques mois. J'ai eu une première séance de travail avec lui très fructueuse.

Je l'ai convié à intervenir ce matin devant vous, mais des impératifs l'en ont empêchés. Nous avons aussi un nouveau dispositif des cadres de haut niveau actuellement en pleine évolution. Je saisis cette occasion pour féliciter les nouveaux arrivants et remercier ceux qui nous ont quittés pour tout le travail accompli. Vous n'avez pas de nouveau Président indépendant du Conseil, mais comme je l'ai déjà indiqué, vous avez devant vous quelqu'un qui se consacrera entièrement à sa tâche en toute indépendance et qui facilitera au jour par jour les transitions et les évolutions que nous vivons à tous les niveaux de l'Organisation. Enfin, et surtout, nous avons un état d'esprit nouveau entre les Pays Membres à l'image des consensus obtenus la semaine dernière au cours de la Trente-septième Session de la Conférence.

Il nous sera extrêmement précieux pour accomplir notre tâche et doit être absolument préservé. Il nous faut saisir cette nouveauté comme autant de chances de progresser vers un Conseil plus efficace et plus efficient. Nous aurons bien sûr plus d'efficacité et d'efficience dans le fonctionnement propre du Conseil, ce qui est important mais aussi, je l'espère en relation avec les différents Comités et aussi les Conférences régionales qui connaîtront au cours de ce biennium un travail et une reconnaissance bien supplémentaires.

Je vous rappelle aussi que ce Conseil aura la charge de conduire les travaux qui auparavant étaient conduits dans le cadre du CoC-EEI et que nous devons dans le cadre de notre Conseil en permanence avoir ce souci de la réflexion à l'innovation pour pouvoir améliorer nos conditions de travail, réfléchir à notre rôle, vous vous souvenez aussi que, j'ai dit que nous souhaitions pouvoir avoir des rencontres avec les Organes de gouvernance des organisations romaines qui participent avec nous sur nos complémentarités et nos travaux. Nous avons donc un travail très important à faire. Comme j'ai eu l'occasion de le dire, je compte sur vous, mais aussi sur votre participation directe. Mais par l'intermédiaire des Présidents de groupes régionaux, d'avoir ce groupe informel qui nous permettra de guider nos travaux, de les organiser mais aussi de compléter mon information et surtout d'être un élément de conseil essentiel pour que je puisse mener à bien ce Conseil. Je vous remercie, donc, d'ores et déjà d'être présents ce matin et de votre mobilisation pour ce biennium.

Sans plus attendre, j'ouvre donc cette 142ème Session du Conseil de la FAO. Il est de tradition que cette session du Conseil soit brève et concise. Nous sommes convoqués pour deux jours, mais nous ferons en fonction du travail que nous réaliserons. C'est pourquoi j'en appelle à votre esprit de collaboration, afin que son déroulement soit aussi efficace que possible.

Alors je vous signale que les délégués pourront désormais demander la parole au moyen du système électronique. Nous en avons parlé et cela se met en place pour la première fois dans cette salle. Il suffit d'appuyer sur le bouton rouge en dessous du microphone, le voyant clignotera jusqu'au moment où le délégué prendra la parole. Si vous appuyez une seconde fois dessus, cela s'efface. Vous n'êtes



plus candidat à prendre la parole. Donc il clignotera jusqu'au moment où le délégué prendra la parole, vous appuyez, il devient rouge, et sur mon tableau, aussitôt que vous avez fini d'intervenir, vous disparaîsez de la liste des candidats à la prise de parole. L'ordre des orateurs sera automatiquement enregistré, et s'affichera sur un écran placé sur le podium qui est ici.

J'espère que cela fonctionnera bien mais si au moment du fonctionnement, vous avez besoin de quelques renseignements supplémentaires, moi-même ou les membres du Secrétariat vous diront comment cela fonctionne. Bien sûr, si tout un coup cela n'avait pas bien marché et vous n'étiez pas sur la liste, il ya quand même le rattrapage en fin de réunion. Ce n'est pas une machine à couper la parole, ce n'est pas une machine à vous empêcher de prendre la parole, c'est une machine à faciliter le travail du Président sur l'ordre de chacun parce que c'est pas toujours facile, on regarde de droite à gauche et de gauche à droite. Comme cela, ce n'est plus moi qui ferait l'ordre, c'est vous qui le ferez. Mais n'attendez quand même pas trop tard, parce que quand il faudra se presser, à un certain moment je pourrai peut être clore la liste.

Merci. Je donne tout de suite la parole au Secrétaire général pour qu'il nous fasse une brève annonce sur le déroulement de cette séance. Monsieur Mekouar, vous avez la parole.

### **LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

L'Union européenne participe à cette session conformément aux paragraphes 8 et 9 de l'article 2 de l'Acte constitutif de la FAO. La Déclaration de l'Union européenne et des ses États Membres qui figure dans le document d'information CL 142/INF/1 est portée à l'attention des Membres.

### **DIRECTOR-GENERAL**

Merci, Monsieur le Président, de vouloir bien me donner la parole. Je voudrais d'abord commencer par vous féliciter pour la confiance renouvelée des États Membres qui vous permet de continuer à diriger les travaux du Conseil pour une nouvelle période. Je voudrais aussi féliciter tous les nouveaux Membres qui rejoignent ce Conseil et leur exprimer, ainsi qu'aux autres Membres toute notre gratitude pour le travail que vous faites en vue d'orienter et de diriger mais aussi de soutenir l'action de l'Organisation. A cet effet, justement, je saisis l'occasion des facilités technologiques qui sont mises à notre disposition pour la prise de parole. Je voudrais exprimer toute ma gratitude au pays hôte, l'Italie, qui au cours des dix-sept années et demie a apporté son soutien à cette Organisation et a accordé toutes les facilités nécessaires pour l'exercice de nos responsabilités dans les meilleures conditions, qu'il s'agisse d'améliorations de la Salle de Conférence, des Salles Rouge et Verte, de la réfection de la Bibliothèque aux normes modernes, de l'Atrium, etc. Toutes les facilités nous ont été accordées, aussi au quotidien pour les mouvements des consultants et les déplacements des délégués. Le pays hôte a fait preuve de courtoisie à l'égard des Chefs d'État et Chefs de gouvernement au cours des sommets. La logistique nous a été fournie en termes de matériel, de sécurité, de transports, de protocole, etc. Tout cela s'est passé de manière discrète, mais je voudrais dire qu'au niveau de la Direction de l'Organisation, nous avons particulièrement apprécié ce soutien sans lequel les grandes rencontres internationales et le fonctionnement de l'Organisation n'auraient pas connu les résultats positifs que nous avons enregistrés.

Je voudrais aussi dire à quel point vos travaux sont importants et ceux du prochain Conseil, compte tenu des nouvelles responsabilités qui vous incombent dans le cadre de la Réforme. Nous continuerons d'être à l'écoute de vos orientations, de vos conseils, de vos décisions pour mettre en œuvre la Réforme de l'Organisation, mais aussi la finalisation du Programme de travail et de budget. Toutes les instructions que vous avez données en matière d'ajustement doivent être réalisées avant que vous adoptiez à la prochaine session du Conseil, les mesures complémentaires nécessaires afin que le budget et le programme puissent s'exécuter dans le cadre des directives que vous nous avez données. Encore une fois, tous nos remerciements pour avoir approuvé sans opposition le Programme de travail et de budget que je vous ai présenté à la Conférence. Aussi toute ma gratitude pour l'esprit d'unité, d'entente, de consultation qui prévaut dans l'Organisation et qui permet d'arriver à des consensus dynamiques. Je vous remercie.

## LE PRÉSIDENT

Merci de ces mots d'encouragement pour notre travail dans le cadre global de la FAO. Je crois qu'il est important de bien redire les complémentarités: notre organe de gouvernance qu'est le Conseil et les différents Comités et le Secrétariat que vous dirigez puisque c'est de cette cohésion que provient le travail important. Merci bien.

M. Mekouar va nous donner, comme nous le faisons chaque fois, un bref compte-rendu de la documentation pour cette session du Conseil, que vous avez reçue dans les temps impartis. C'est aussi une des règles que nous avons définie durant le dernier mandat de définir les dossiers et aussi le rythme auquel vous les avez reçus.

## LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Il s'agit, en effet, d'une courte session du Conseil pour laquelle il y a trois documents principaux: deux documents, à savoir l'ordre du jour de la session et le document concernant la composition du Comité du Programme, du Comité financier et du Comité des questions constitutionnelles et juridiques. Ces deux documents ont été publiés six semaines à l'avance, donc plus que le délai convenu. Le troisième document est le calendrier des réunions des Organes directeurs, CL 142/2, qui a été finalisé plus tard après des consultations avec le FIDA et le PAM. Nous devons faire cette consultation, raison pour laquelle ce document a été publié deux semaines avant la session. Toutefois, nous sommes restés dans les délais convenus par le Groupe de travail à composition non limitée sur les mesures à prendre pour accroître l'efficacité des Organes directeurs qui, comme vous le savez, est de deux à quatre semaines avant l'ouverture des réunions de Organes directeurs.

### Introductory Items

#### Introduction

#### Temas introductorios

1. Adoption of the Agenda (CL 142/1; CL 142/INF/1)
1. Adoption de l'ordre du jour (CL 142/1; CL 142/INF/1)
1. Aprobación del programa (CL 142/1; CL 142/INF/1)

## LE PRÉSIDENT

Pas de réaction sur ce point ? Je vous propose donc d'adopter l'ordre du jour qui est donc le document CL 142/1. Est-ce que sur l'ordre du jour provisoire, une délégation souhaite formuler des remarques? Je regardais encore dans la salle mais il faut que je regarde dans la salle et en même temps sur le tableau puisque vous ne montrez plus votre nom de pays. Je considère donc l'ordre du jour comme adopté.

### 2. Election of three Vice-Chairpersons

#### 2. Élection des trois vice-présidents

#### 2. Elección de los tres Vicepresidentes

## LE PRÉSIDENT

Élection des trois Vice-Présidents, c'est le point 2 de l'ordre du jour. Je donne la parole au Secrétaire général, M. Ali Mekouar.

## SECRETARY-GENERAL

Following consultations among the regional groups, the following proposals are made for the positions of Vice-Chairpersons: Mr Gustavo Oscar Infante of Argentina, Mr Friedrich-Karl Bruns of Germany and Mr Esteban Pagarán of the Philippines.

## LE PRÉSIDENT

Y a-t-il des objections à la présentation de ces trois candidats? Pas d'objection. Il en est ainsi décidé. Je les félicite et j'espère que le travail pour eux ne sera pas trop difficile pour cette Session raccourcie, mais on ne sait jamais. Nous passons à l'élection des Comités.

**Election of Committees****Élection des membres des comités****Elección de los comités****3. Election of the Chairperson and Twelve Members of the Programme Committee**

(CL 142/LIM/1)

**3. Élection du Président et des douze membres du Comité du Programme (CL 142/LIM/1)****3. Elección del Presidente y los doce miembros del Comité del Programa (CL 142/LIM/1)****LE PRÉSIDENT**

Le point 3 est l'élection du Président des douze membres du Comité du Programme. En ce qui concerne la Présidence, le paragraphe 4 du document CL 142/LIM/1 indique qu'il y a un candidat, qui est plutôt une candidate, Mme Cecilia Nordin Van Gansberghe de la Suède. Aux termes de l'Article 12 du paragraphe 10a du Règlement général de l'Organisation, s'il n'y a pas plus de candidats que de sièges à pourvoir, le Président peut inviter le Conseil à procéder aux nominations par consentement général manifeste. Le Conseil souhaite-t-il élire Mme Nordin Van Gansberghe, comme Présidente du Comité du Programme? Merci. Il en est ainsi décidé.

Toutes mes félicitations Madame et nous aurons l'occasion d'ailleurs de travailler ensemble, puisque le rôle du Président du Comité du Programme, comme celui des autres Comités, est d'être en lien permanent avec le Président du Conseil et nous aurons donc l'occasion très rapidement de nous concerter pour bien travailler. M. Mekouar va maintenant informer le Conseil sur les candidats au poste de Membres du Comité du Programme.

**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

Monsieur le Président, au paragraphe 5 du document CL 142/LIM/1, il est indiqué que deux sièges sont à pourvoir pour les régions Afrique, Amérique latine et Caraïbes, Asie, Europe et Proche-Orient et je vais donner lecture des candidatures reçues:

Pour l'Afrique: M. Azeddine Riache, de l'Algérie, et M. Abreha Asseffa, de l'Éthiopie.

Pour l'Amérique latine et les Caraïbes: M. Gustavo Oscar Infante, de l'Argentine, et M. Gerardo Vega Berrio, du Panama.

Pour l'Asie: Mme Sultana Afroz, du Bangladesh et M. Li Zhengdong, de la Chine.

Pour l'Europe: Mme Martine Van Dooren, de la Belgique et Mme Swantje Nilsson, de l'Allemagne.

Pour le Proche-Orient: M. Abdul Razak Ayazi, de l'Afghanistan, M. Essam Osman Fayed, de l'Égypte, M. Javad Shakhs Tavakolian, de la République islamique d'Iran et M. Ammar Awad, de la République arabe syrienne.

**LE PRÉSIDENT**

Merci M. Mekouar. J'ai une demande de parole de la République syrienne.

La Syrie, vous avez la parole.

**Mr Ammar AWAD (Syrian Arab Republic) (Original language Arabic)**

I am speaking on behalf of the Near East Group. First of all, I should like to extend to you my congratulations for your Chairmanship of this session and for your re-election as Independent Chairperson of the Council. As I promised, you we would reach a consensus within our Regional Group because we are very keen on that. I thank all the sister countries which helped us to reach the consensus, especially the Islamic Republic of Iran which withdrew its candidate to achieve consensus. Also Syria has withdrawn its candidature for the Programme Committee so that the candidature of Egypt would be accepted because Syria does not accept to compete with a sister country like Egypt on votes. Thus, our candidates for the Near East Group for the Programme Committee are Afghanistan and Egypt.

Applause  
Applaudissements  
Aplausos

## LE PRÉSIDENT

Pour en finir avec la liste, pour l'Amérique du Nord et le Pacifique du Sud-Ouest, un siège est à pourvoir pour chaque région.

M. Mekouar, vous pouvez nous donner les deux candidats.

## SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Un siège est à pourvoir pour chacune des deux régions de l'Amérique du Nord et du Sud-Ouest Pacifique. Le candidat pour la région de l'Amérique du Nord est M. Marco Valicenti du Canada, et le candidat pour le Sud-Ouest Pacifique est M. Neil Fraser de Nouvelle Zélande.

## LE PRÉSIDENT

Pas de questions, puisque le nombre de candidats pour les régions Afrique, Amérique latine et Caraïbes, Asie, Europe, Proche-Orient, Amérique du Nord et Pacifique Sud-Ouest est le même que le nombre de postes à pourvoir, je vous propose de procéder à l'élection par consentement général manifeste des candidats. Il en est ainsi décidé. Demandes de parole, la Finlande et Maurice. La Finlande, vous avez la parole.

Excusez-moi, je dois d'abord donner la parole à Maurice qui est Membre du Conseil, avant de donner la parole aux Membres qui ne sont pas du Conseil mais qui peuvent intervenir. La parole est à la Finlande.

### Ms Riikka LAATU (Finland)

As the outgoing Chair of the Programme Committee, I just wanted to congratulate the whole new team in the Programme Committee and I wanted to give them a few pieces of advice, maybe.

Let me just say that regarding the IPA, people added a few things on the Programme Committee. One is that it should be open for observers and that was already before the previous memberships of the Programme Committee. I think that has been a very good development because transparency has increased.

Secondly, the IPA also stipulated that there should be more flexibility as far as the meetings are concerned. We did have that already in the previous Programme Committee. We had some informal meetings and we had an additional meeting as well. I think it was a very good development as well.

Now, let me go to a few things that I would like to recall on the work of the previous memberships of the Programme Committee. First of all, the Multi-Year Programme of Work which was a novelty. This also came with the Reform. We were expected to draw up a Multi-Year results-based Programme of Work. We really did not know how to start or where to start, so we started from nothing. We had an informal meeting and started thinking what could this Multi-Year Programme of Work be. What are we really there for? What are our aims and what are our objectives, and how could we achieve those objectives? We had an informal meeting which was really going in all directions. It was difficult to see what would come out of that, and that was one of the occasions when I really felt I did not know what to do with this discussion which was going in all directions. Then the Secretariat came to help and I want to thank the very good FAO Secretariat for the Programme Committee, including Boyd Haight, Elkhan Aliyev and Sylvia de Benedetti, for all their help throughout the term. We came up with quite a good Multi-Year Programme of Work with their help and with the help of all the members. It was a very positive participatory process which I liked. Actually, that model I think was taken up by the others afterwards, so I think there was some merit to that. It was a collective effort.

The second thing, an anecdote that I want to remember, was the Thursday evenings in a Programme Committee after a week of meetings. We had very full agendas with all sorts of issues on the agenda that I previously knew nothing about, for instance, transboundary animal diseases or knowledge management with little idea as to what they were about. So, when the discussions started on this, I

think the Chair really was taken for a ride, you can say that. I had no idea where we would be going, I just had to follow. At the end of the trip, I was supposed to conclude where we had ended up and why. And it was tough sometimes because you had to be very attentive not to miss some of the turns on the way. So, every Thursday night, my head was like a beehive and I was really wondering why I ever volunteered for this job. Fridays were better, then we were just concluding.

The third thing I want to just remember here is the Programme Committee Chair gets to have a brief appointment with the Director-General during the meetings and on one of those occasions, it was lunchtime, we had been discussing something in the morning and then I was talking about that with the Director-General. Then he said something to the effect that, well but it is always the same countries who are speaking, it is just the same few people who are speaking there. I was really proud actually to tell him that, Director-General, now you are wrong here because this very morning every single member of the Programme Committee without any exception has taken the floor. I think something has changed, maybe I do not know how it was in the past because the sessions were not open to observers really, so I cannot tell. I thought this was a very good achievement.

Now, we also came in May to look at our Multi-Year Programme of work, and review what we had actually achieved. Of course, that will only be presented in the Council in November, not here.

Now comes the advice to the new Programme Committee. I think it would be useful for all the newly-elected members of the Programme Committee to have a look at that document even prior to November. These are our collective suggestions to the new Programme Committee on where they could make things better. So, with the excellent team that has now been elected and with this little bit of advice from us collectively, I think things can only improve. Thank you very much.

**Applause**

**Applaudissements**

**Aplausos**

## **LE PRÉSIDENT**

Je crois que les applaudissements sont tout à fait à la hauteur des remerciements que nous pouvons formuler sur le travail que vous avez accompli avec le Comité dans le cadre de votre présidence. Personnellement, j'ai eu l'occasion de participer à un certain temps du Comité du Programme, et j'ai pu constater comment vous avez dirigé votre équipe et tiré les conclusions et les synthèses. Nous vous en remercions.

Et merci aussi pour les nouveaux membres qui sont élus. Des quelques engagements au Conseil que vous avez formulés sur la façon de travailler et de la participation, j'en profite aussi pour redire qu'un maximum d'entre nous doit participer au débat. Il faut bien sûr le préparer et que ceux qui ont tendance à faire de longues interventions, les raccourcissent pour permettre à tout le monde d'intervenir. Je pense que le travail réalisé par le Comité du Programme est essentiel dans le fonctionnement du Conseil et, bien sûr, de notre Organisation. Tous nos vœux vous accompagnent pour vos nouvelles missions et sachez que lorsque vous repassez à Rome, il y aura toujours un bon accueil dans nos cœurs ici à la FAO.

## **Mr Travis POWER (Australia)**

I just wanted to take this opportunity very quickly and perhaps on behalf of other members of the Programme Committee to give in front of the Council a deep appreciation to the efforts of Riikka Laatu from Finland as the outgoing Chair of the Programme Committee. Riikka was an amazing Chair, and one who really got the most out of our group. She was characterized by poise and judgement, drive and dedication, and I think those characteristics really helped us achieve the outcomes that we did. I would just like once again to reiterate my personal appreciation, also I think, on behalf of the rest of the group, to Riikka for her efforts over the last few years. We will certainly miss her as a friend and a colleague here in FAO.

#### **4. Election of the Chairperson and Twelve Members of the Finance Committee (CL 142/LIM/2)**

#### **4. Élection du Président et des douze membres du Comité financier (CL 142/LIM/2)**

#### **4. Elección del Presidente y los doce miembros del Comité de Finanzas (CL 142/LIM/2)**

#### **Mr Zulfiqar Haider KHAN (Pakistan)**

Let me take this opportunity, on behalf of Pakistan, to thank all the countries who were very supportive of our candidate for the Chairmanship of the Finance Committee, that is Mr Khalid Mehboob.

However, keeping in view the need for solidarity and cohesion within the G77 we would like to now withdraw our candidate and once again thank you for the overwhelming support that we had from a number of countries. Thank you very much.

#### **Applause**

#### **Applaudissements**

#### **Aplausos**

#### **LE PRÉSIDENT**

Je vous remercie. Merci également pour la preuve que vous nous avez donnée, en nous montrant que nous avons pu trouver le consensus dans ce Conseil par la négociation et la discussion. Parfois il faut prendre un peu de temps. Nous avons peut être commencé un peu en retard pour vous permettre de bien discuter, mais je pense que c'est du temps gagné, au-delà du temps. C'est aussi l'expression du consensus et, cela c'est aussi plus important que le temps. Nous allons pouvoir compter sur vous dans le fonctionnement du Conseil.

Au point 4, nous avons l'élection du Président du Comité financier. Nous avons un seul candidat à ce poste, M. Medi MOUNGUI du Cameroun. Puisqu'il n'y a pas d'autres candidats, je vous propose, comme tout à l'heure, de faire l'élection par consentement général manifeste. Il en est ainsi décidé. Toutes mes félicitations au nouveau Président du Comité financier et, comme je l'ai dit tout à l'heure pour la Présidente du Comité du Programme, nous aurons l'occasion de travailler en permanence ensemble pour préparer vos réunions et faire en sorte que le Comité du programme et le Comité financier soient complémentaires et non concurrents. Vous avez d'ailleurs des Comités communs, mais aussi puissent préparer vraiment le Conseil. Merci et bonne chance.

Nous allons maintenant élire les Membres du Comité financier. Je donne la parole à Monsieur MEKOUAR pour qu'il nous informe des candidatures reçues. Monsieur MEKOUAR, vous avez la parole.

#### **SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

Monsieur le Président, le document CL 142/LIM/2 indique au paragraphe 5 que deux sièges sont à pourvoir pour les régions Afrique, Amérique Latine et Caraïbes Asie, Europe et Proche- Orient pour lesquels les candidatures suivantes ont été reçues. Pour l'Afrique, Monsieur Laurent dit Diandioua COULIDIATI du Burkina Faso et Monsieur Amal BELCAÏD du Maroc. Pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Monsieur Olyntho VIEIRA du Brésil et Monsieur Jorge Edouardo CHEN Charpentier du Mexique. Pour l'Asie, Monsieur Shobhan K. PATTANAYAK de l'Inde et Monsieur Hideya YAMADA du Japon. Pour l'Europe, Monsieur Ronald ELKHUIZEN des Pays-Bas et Monsieur Vladimir V. KUZNETSOV de la Fédération de Russie. Pour le Proche-Orient, Monsieur Javad SHAKHS TAVAKOLIAN de la République islamique d'Iran, Madame Manar SABAH MOHAMMAD AL-SABAH du Koweït, M. Ammar AWAD de la République arabe syrienne et M. Mohamed ELTAYEB ELFAKI Elnor du Soudan.

#### **Mr Wilfred Joseph NGIRWA (United Republic of Tanzania)**

Maybe the Syrian Republic should be first to speak and after approving I will speak.

#### **Mr Ammar AWAD (Syrian Arab Republic) (Original language Arabic)**

I am speaking on behalf of the Near East Group, as was done with the Programme Committee when they reached a consensus. Also for the Finance Committee, we have reached a consensus, and allow me to name our candidates from Sudan and Kuwait.

**Mr Wilfred Joseph NGIRWA (United Republic of Tanzania)**

The Africa Regional Group has the pleasure to congratulate you for your second term of office as the Independent Chair of the Council. We congratulate you and sincerely look forward to work and support you as you are performing your duties.

Since we endorsed in the Conference, we are in a good mood for consensus-building. Therefore, the Africa Regional Group extends its appreciation to Pakistan for continuing to express this mood of consensus-building within the G77 Group. Mr Khalid Mehboob is a highly-respected professional and knowledgeable on FAO issues. We thank him for his understanding. On that basis, we feel that the remaining candidate, Mr Médi MOUNGUI is also an equally-qualified candidate. We congratulate him and we congratulate all of those who have been able to join the Finance Committee. I also wish to express our gratitude to the outgoing Chairman of the Finance Committee.

**Mr Robert SABIITI (Uganda)**

I would like to associate myself with the statements made by Tanzania on behalf of the Africa Group in congratulating you, Mr Chairman, upon your re-election, then congratulating Mr Médi MOUNGUI, our colleague for being elected to the Chair of the Finance Committee. Mr Chairman, Uganda would also like to congratulate Pakistan for having withdrawn its candidature to pave the way for Mr MOUNGUI.

I would like, Mr Chairman, to thank the Council for giving me the opportunity to serve on the Finance Committee for two consecutive terms. In this regard, I want to give special thanks to the Africa Region for having always inspired me and for fronting my candidature and the G77 that always endorsed my candidature. I enjoyed my work on the Committee and it helped me to understand the workings of the Organization better. I found working closely with the staff of the Organization very interesting indeed.

I would like to note the heavy schedule that are associated with the Finance Committee and, in this regard, I would like to appeal to the incoming members that due regard and consideration should always be given to some delegations that are quite small and, in most cases, would find it difficult to cope with very heavy schedules.

As an outgoing member of the Finance Committee, I wish the incoming Chairman of the Committee and the entire Committee a wonderful tenure of service.

**LE PRÉSIDENT**

Donc nous continuons, puisque nous avons vu les cinq régions où il y avait deux postes. Les deux régions donc l'Amérique du Nord et le Pacifique sud-ouest ont un siège. Monsieur Mekouar, pouvez-vous nous annoncer le nom des deux candidats?

**LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

Monsieur le Président, pour l'Amérique du Nord, la candidate est Madame Karen Johnson des États Unis d'Amérique, et Monsieur Travis Power de l'Australie pour la Région Sud-ouest Pacifique.

**LE PRÉSIDENT**

Comme je constate que le nombre de candidats pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie, l'Europe, le Proche Orient, l'Amérique du Nord et le Pacifique Sud-Ouest est le même que le nombre de postes à pourvoir, je vous propose de procéder à l'élection par consentement général manifeste des candidats. Le Conseil est-il d'accord? Il est en est ainsi décidé.

Je vous félicite et vous rappelle que dans le cadre de la mission du Comité financier, vous allez être au travail en permanence et tout de suite, mais vous allez avoir deux impératifs un peu nouveaux: celui de préparer la position du Conseil au mois de décembre concernant l'application du PTB qui nous est donné avec la définition du budget et les mouvements intérieurs. Je le dis parce que il nous faudra le prévoir longtemps à l'avance dans le cadre du PAI où il est dit que le Conseil doit définir avant la Conférence l'orientation du budget.

Donc, il nous faudra mettre un calendrier bien précis pour que avant la Conférence de 2013, cela peut paraître loin, mais cela se prépare longtemps à l'avance, nous mettions bien en place la préparation du façon que le Conseil puisse pleinement remplir ses responsabilités à ce moment là. Donc vous aurez là aussi du travail en perspective.

**5. Election of the Chairperson and Seven Members of the Committee on Constitutional and Legal Matters (CL 142/LIM/3)**

**5. Élection du Président et des sept membres du Comité des questions constitutionnelles et juridiques (CL 142/LIM/3)**

**5. Elección del Presidente y los siete miembros del Comité de Asuntos Constitucionales y Jurídicos (CL 142/LIM/3)**

**LE PRÉSIDENT**

Nous passons donc au point 5 de l'ordre du jour, l'Élection du Président et des sept Membres du Comité des questions constitutionnelles et juridiques. Le paragraphe 4 du document CL 142/LIM/3 fait apparaître un candidat au poste de Président du Comité des questions constitutionnelles et juridiques, Monsieur Hassan Janabi de l'Irak. Le Conseil est t'il d'accord pour réélire Monsieur Hassan Djanabi. Il en est ainsi décidé, et je félicite Monsieur Hassan Janabi pour son élection à la Présidence du Comité des questions constitutionnelles et juridiques. Mais comme il ne peut pas faire le travail tout seul, nous allons maintenant élire les Membres du Comité. Monsieur Mekouar, vous nous informez des candidatures reçus.

**LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

Monsieur le Président, je rappelle l'information qui est contenue dans le paragraphe 5 du document CL 142/LIM/3, à savoir qu'il y a un siège à pourvoir pour chacune des sept régions et les candidatures reçues sont les suivantes: pour l'Afrique, Madame Kampamba Pam Mwananshiku de la Zambie; pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, Madame Mónica Martínez Menduiño de l'Equateur; pour l'Amérique du Nord, Monsieur Gregory Groth des États Unis d'Amérique; pour l'Asie, Monsieur Khalid Mehboob du Pakistan; pour l'Europe, Monsieur Jarlath O'Connor de l'Irlande; pour le Proche-Orient, Monsieur Ammar Awad de la République arabe syrienne; et pour le Sud-ouest Pacifique, Monsieur Lawrence Kuna Kalinoe, de la Papouasie Nouvelle Guinée.

**LE PRÉSIDENT**

Nous avons un candidat par siège et par région. Je vous propose là aussi de les élire par consentement général manifeste. Le Conseil est t-il d'accord? Il en est ainsi décidé, avec toutes nos félicitations et nos encouragements pour le travail à réaliser qui est un travail permanent dans le cadre de l'évolution de notre Organisation.

Nous arrivons donc à l'issue du renouvellement des différents Comités. Nous sommes en ordre de marche avec la composition complète et les Présidents des différents Comités qui nous concernent. Pas de questions sur ces sujets là? Pas d'intervention?

**Other Matters**

**Questions diverses**

**Otros asuntos**

**6. Matters Arising out of the Conference Session**

**6. Questions découlant de la session de la Conférence**

**6. Cuestiones planteadas en el período de sesiones de la Conferencia**

**LE PRÉSIDENT**

Nous passons donc au point 6 de l'ordre du jour: les questions découlant de la session de la Conférence. Je note à ce propos que dans son rapport, la Conférence a demandé au Conseil d'approuver à sa session de novembre 2011, le Plan d'action mondial pour la conservation et l'utilisation durable des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, actualisé tel que convenu et recommandé par la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture et d'approuver toute autre recommandations que la Commission pourrait adopter à sa



prochaine session et de lui donner suite. A part ce point, il n'y a pas d'autres questions découlant de la session de la Conférence. Par conséquent nous pouvons clore le point 6.

**8. Calendar of FAO Governing Bodies and other Main Sessions 2011-2013 (CL 142/2)**

**8. Calendrier des sessions des organes directeurs de la FAO et des autres réunions principales 2011-2013 (CL 142/2)**

**8. Calendario para 2011-13 de los períodos de sesiones de los órganos rectores de la FAO y de otras reuniones importantes (CL 142/2)**

**LE PRÉSIDENT**

Nous passons donc sans plus tarder au calendrier des sessions des Organes directeurs de la FAO et des autres réunions principales pour 2012-2013, c'est-à-dire tout ce qui concerne les Organes directeurs de la FAO pour cette période ainsi que les Organes directeurs du FIDA et du PAM. Les dates des sessions de 2012-2013 sont communiquées pour information seulement. Celles de 2012 seront approuvées à la prochaine session du Conseil en novembre, et celles de 2013 le seront en novembre 2012. Il est proposé que la Cent quarante-troisième Session du Conseil se déroule du 28 novembre au 2 décembre 2011. Vous avez le document sur vos tables. Le Conseil approuve-t-il ces dates? Avez-vous des remarques? Le Salvador, et ensuite la Norvège, vous avez la parole.

**Sra. María Eulalia JIMENEZ ZEPEDA (El Salvador)**

Deseo felicitarlo a usted por su reelección al frente de este Consejo, así como a los miembros de Comité de Finanzas, Comité del Programa y el Comité de Auntos Constitucionales y Jurídicos que acabamos de elegir.

Yo tengo solamente una duda: se indica que el 143.º Período de Sesiones del Consejo será del 28 de noviembre al 2 de diciembre. De acuerdo a las elecciones que realizamos en la Conferencia, los nuevos Miembros del Consejo iniciarán el 1 de diciembre de 2011. Entonces, quisiera una aclaración si el 1 y el 2 de diciembre participarán los Miembros anteriores o los nuevos Miembros elegidos.

**Ms Kirsten BJORU (Norway)**

I am referring to the statement and advice given by the outgoing Chair of the Programme Committee on the flexibility with regard to meetings of the Committee. Noting that there is only a plan for two meetings in 2012, I would like to remind the Council and the Secretariat that provisions need to be made for additional meetings also in 2012 for the Programme Committee and that a subsequent Calendar put forward for the next Council meeting in November includes these provisions.

**LE PRÉSIDENT**

Pour la première question, je vais donner la parole à Monsieur Mekouar du Secrétariat et, pour la seconde, je vous propose d'attendre que le Comité se soit réuni pour faire des propositions pour d'éventuelles nouvelles réunions. Mais, par expérience des deux années passées, plus on peut anticiper sur les dates des réunions à mettre en place mieux, parce que le programme des réunions à la FAO est déjà important et elles se chevauchent bien souvent avec d'autres réunions dans les organisations romaines. Et de plus, sur notre programme nous n'avons pas les réunions de bureau ou d'autre réunions et qu'à chaque fois que l'on veut faire une nouvelle réunion c'est quand même un exercice très difficile. Donc, je pense qu'il faut attendre la première réunion du Comité du Programme qui établira ou qui proposera les évolutions.

Monsieur Mekouar, est-ce que vous pouvez répondre sur la première question concernant le Conseil du 28 novembre au 2 décembre et concernant le fait que les Membres qui seront renouvelés prennent normalement au 1er décembre?

**LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

Monsieur le Président, c'est une réponse que je donnerai sous réserve de confirmation du Conseiller juridique. En principe, c'est l'année civile qui est prise en considération par les Textes fondamentaux, donc les Membres du Conseil qui ont été élus pour 2011 devraient rester en fonction jusqu'à la fin de

la session du Conseil qui aura lieu en 2011, mais je demande au Conseiller juridique de confirmer et de préciser ce que je viens de dire.

**Mr Antonio TAVARES (Legal Office)**

I just wish to confirm the information provided by Mr Mekouar.

There will be no change of membership during the forthcoming Session of the Council. We are still phasing in a new system, and we may need also some adjustment to these future dates. The Members of the Council will serve until the end of the forthcoming Session of the Council. I hope that the Council will find this information satisfactory.

**LE PRÉSIDENT**

Merci, je pense que c'est bien de se poser cette question. Comme cela, c'est clair et on le met dans le compte rendu. Les Membres du Conseil qui ont été élus continuent leur responsabilité jusqu'à l'issue du Conseil en novembre-décembre, c'est-à-dire, jusqu'au 2 au soir. Pas de remarques? La France.

**Mme Bérengère QUINCY (France)**

Merci, Monsieur le Président. Puis-je demander au Secrétariat général de bien vouloir nous confirmer les dates du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Elles sont indiquées se déroulant du 18 au 22 et je croyais que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale commençait ses travaux le lundi après-midi 17 octobre. Je vous remercie, Monsieur le Président.

**LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

Monsieur le Président, le Calendrier que nous avons devant nous indique que la journée du 17 octobre est consacrée à la Journée mondiale de l'alimentation, et que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale se réunira du 18 au 22 octobre. Si il y a une décision de modification de ces dates, probablement, elles pourront être convenues en accord avec vous puisque les modifications éventuelles peuvent être apportées avec l'accord du Président indépendant du Conseil. Si cela est souhaité par les Membres, cela peut être envisagé.

**LE PRÉSIDENT**

Merci, mais je ne pense pas que le Président du Conseil même avec le Conseil ait la possibilité de changer la date de la Journée mondiale de l'alimentation puisqu'elle est bien fixée pour le 17 octobre. Ce que vous dites c'est le lien avec le CSA, savoir si le CSA commence le 18 au matin ou, si j'ai cru comprendre, le 17 l'après midi. C'est bien cela? Donc c'est le CSA qui nous le dira.

**Ms Ertharin COUSIN (United States of America)**

As this is our first time speaking this morning, the United States of America would like to congratulate the Chairman on his re-election and look forward to working with him in the new spirit of independence, as he stated this morning.

We would also like to congratulate the new members of the Programme and the Finance Committees, in the spirit of unity in which this Council is working throughout this Session.

We would like some clarification because it was our understanding not to move World Food Day, but that in fact, the CFS would begin in the afternoon of World Food Day, on 17 and go until 22 October.

**LE PRÉSIDENT**

Bien si c'est la volonté de l'ensemble du Comité et que ça ne pose pas de problème matériel avec la Journée mondiale de l'alimentation puisqu'il y a quand même toujours un événement ici à la FAO, d'ailleurs, en lien avec le PAM et le FIDA habituellement, donc si cela s'organise de façon matérielle en ce qui me concerne je n'y vois pas d'inconvénient. Mais, il faut quand même s'assurer qu'il n'y a pas une convocation du CSA alors qu'il y a une manifestation officielle. Donc, ce sont les problèmes d'horaires. On va regarder cela avec Monsieur de Luna. Monsieur De Luna, est-il ici?

Oui, Monsieur De Luna, Président du CSA je l'avais vu ce matin mais je ne le vois plus. Donc, il n'est pas là.

On regarde cela de près. C'est une question d'horaire sur le 17 October.

**Mr Vladimir V. KUZNETZOV (Russian Federation) (Original language Russian)**

I wish to support what has been said by my American colleague. I would like to assure you that Mr De Luna does support the CFS starting its work in the second half of the day on 17 October. I believe that that agreement was already reached with the various services of the Secretariat.

**LE PRÉSIDENT**

Mais, en ce qui concerne l'expression matérielle pour pas qu'il y ait d'ambiguïté et que l'on croît que cela se juxtapose, qu'on mette entre parenthèse l'heure de départ pour bien montrer que ce n'est pas concurrent avec l'expression de la Journée mondiale de l'alimentation. Mais, on va regarder cela, et sur le principe, il n'y a pas de problème.

Voilà, pas d'autres remarques sur le Calendrier? Bien, si tel n'était pas le cas, je le considère adopté le Point 8.

**9. Provisional Agenda for the 143<sup>rd</sup> Session of the Council (November 2011) (CL 142/INF/4)**

**9. Ordre du jour provisoire de la 143<sup>ème</sup> session du Conseil (novembre 2011) (CL 142/INF/4)**

**9. Programa provisional del 143.º período de sesiones del Consejo (noviembre de 2011) (CL 142/INF/4)**

**LE PRÉSIDENT**

Nous sommes ensuite au point 9 de l'ordre du jour provisoire de la 143<sup>ème</sup> session du Conseil, le document CL 142/INF/4.

**M. Kent VACHON (Canada)**

D'abord, félicitations pour votre réélection et nous soutenons le calendrier qui a été approuvé jusqu'à maintenant. Je voulais intervenir au nom de l'Amérique du Nord tout simplement avec un point d'information pour indiquer, ce n'est pas pour le calendrier imprimé, mais aviser les autres pays membres que l'Amérique du Nord a toujours l'intention d'avoir une conférence régionale informelle durant la même période que les conférences régionales formelles, et cette fois-ci cela aura lieu à Ottawa. Merci.

**Mr Bernd CHRISTIANSEN (Germany)**

Since it is the first time that I take the floor, I would also like to congratulate you on your re-election. Secondly, I would like to support the statement from Norway.

We would also like to ensure more flexibility concerning the Programme and Finance Committee meetings in terms of frequency, as well as the order of the Programme and Finance Committee meetings and the Joint Meetings, subject to the agenda of the Programme Committee and the Finance Committee meeting, and consultations between the Finance and Programme Committee Chairpersons.

**LE PRÉSIDENT**

Pour l'expression du Canada, merci de nous informer de la mise en place de cette conférence. Comme nous avons eu l'occasion d'en discuter, je pense qu'il est bon que l'on soit bien d'accord dans le cadre du Conseil du statut des conclusions puisque la conférence nord-américaine n'a pas, comme vous l'avez dit, informelle mais, d'intégrer cela et donc nous aurons l'occasion au cours de ce biennium de voir comment intégrer cela de façon un peu plus souple et plus réglementaire et que ce soit très clair, que ce soit informel avec l'expression ou d'un débat supplémentaire mais qui nécessite à ce moment-là d'autres évolutions juridiques.

Merci de cette information. D'autres remarques? S'il n'y a pas d'autres remarques, donc, le point 8 est clos et je passe donc le point 9, l'ordre du jour provisoire de la cent quarante troisième session du Conseil.

Alors, comme nous l'avons vu précédemment, il devrait y avoir un point supplémentaire à l'ordre du jour sur le Plan d'action mondial pour la conservation et l'utilisation durable des ressources phylogénétiques, pour l'alimentation et l'agriculture.

Y a-t-il des demandes de parole sur ce point de l'ordre du jour de la cent quarante troisième session?

**M. Oumar Mamadou COULIBALY (Mauritanie)**

C'est la première fois que nous prenons la parole. Nous en profitons pour vous féliciter pour votre réélection. C'est juste au niveau du document CL 142/INF/4, il est écrit pour les dates du Conseil du 21 au 25 novembre 2011. Je pense que cela a dû être modifié parce que nous venons d'adopter un calendrier où les dates prévues sont du 28 novembre au 2 décembre. Donc je pense que cela serait bien de rectifier en conséquence. Je vous remercie, Monsieur le Président.

**LE PRÉSIDENT**

C'est bien du même Conseil dont il est question, mais comme la décision n'était pas entérinée, le document était resté sur le dernier recensement. Le Brésil.

**Mr Antonio MARQUES PORTO (Brazil)**

My best congratulations for your re-election.

Brazil would like to make some brief comments on the item "Status of preparation of FAO contributions to the 2012 United Nations Conference on Sustainable Development, Rio+20, currently under the Provisional Agenda for the Hundred and Forty-third Session of this Council, Item 13.

We believe that FAO should play a relevant role at Rio+20, bringing light to the importance of not only agriculture, fisheries and forestry, but also to food security and to sustainable development.

In this sense, it is of utmost relevance that FAO joins the coordination efforts currently carried out by the Principals Group comprising UNEP, UNDP, UNIDO and UN-DESA in order to deliver as One UN.

Let us be sure that FAO's conclusion will be translated into inputs for the UN System as a whole, so that we have a successful global outcome at Rio+20.

On a more practical level, we would like to suggest that the FAO Management organizes an informative Seminar on the Progress of the Studies on Greening the Economy with Agriculture before we consider them in this Governing Body. This will allow us to receive comments from Member Nations and to help us have a more informed decision at the Council Session in November.

**LE PRÉSIDENT**

Nous avons déjà les éléments qui ont été retirés des événements parallèles qui a eu lieu pendant la Conférence donc nous nous en inspirons, et j'ai bien entendu votre demande formulée pour organiser un séminaire. Nous verrons quel type de format ou de quelle façon le faire nous permettra d'avoir soit uniquement ce sujet soit avec d'autres sujets. J'ai bien enregistré votre demande de bien préparer la décision du Conseil, et je pense que c'est important de pouvoir suivre ces débats là et d'y être présent.

S'il n'y a pas d'autres demandes d'interventions sur le point 9: je le considère conclu.

**10. Working Methods of the Council**

**10. Méthodes de travail du Conseil**

**10. Métodos de trabajo del Consejo**

**LE PRÉSIDENT**

Le point 10: les Méthodes du travail du Conseil: comme vous le savez la Conférence a avalisé le Programme de travail pluriannuel du Conseil de 2010-2013, et a pris note des progrès réalisés dans sa mise en œuvre. La Conférence a également convenu que le Programme de travail pluriannuel soit désormais régulièrement examiné par le Conseil. Je propose que ce point soit inscrit à l'ordre du jour de la session du Conseil de novembre prochain.

Avez-vous des commentaires à faire sur les méthodes de travail mises en place au cours des dernières sessions du Conseil comme la production de rapports plus ciblés et plus succincts, les résumés en première page des documents ou le téléchargement des fichiers audio des sessions du Conseil dans le site des Représentants permanents? Si vous avez des remarques ou d'autres suggestions, c'est le moment de les formuler puisque nous sommes en préparation sur les méthodes de travail.

Monsieur Mekouar me dit qu'il suffirait simplement de l'ajouter à la fin du point 11 sur les questions relatives à la gouvernance. Vous savez combien on a insisté et, personnellement, je suis d'accord et favorable à ce roulement, c'est à dire, d'un Conseil à l'autre on ne cesse de bien mesurer le travail accompli et les questions qui se posent. D'ailleurs nous verrons en fin de Conseil si le temps nous est donné de faire à la fois critique évaluation de notre Conseil, mais aussi en même temps critique évaluation sur la méthode de travail et sur le fond de travail de la Conférence, puisque je crois que c'est la meilleure façon pour avancer.

Dans le cadre d'autres questions, si vous en avez, je vous propose de prendre du temps disponible pour faire le bilan sur les questions, l'évaluation ou les remarques que vous avez à faire sur la Conférence. En particulier en ce qui concerne son fonctionnement, et son évolution pour que nous puissions être utiles pour la prochaine Conférence en collaboration avec le Secrétariat pour une meilleure efficacité.

**Mr Shobhan K. PATTANAYAK (India)**

Thank you, Chair, may I request a clarification? Are you taking up Item 11 now, Any Other Matters?

**11. Any Other Matters**

**11. Autres questions**

**11. Asuntos varios**

**LE PRÉSIDENT**

Dans le cadre du point 11, vous apportez toutes les questions que vous souhaitez et je vous ai demandé aussi, puisque nous avons un peu de temps, d'en profiter pour faire une évaluation de la Conférence sur le fonctionnement et les démarches de toutes les autres questions. Voilà nous attaquerons ensuite les sujets qui sont prévus.

**Mr Shobhan K. PATTANAYAK (India)**

At the very outset, I must congratulate you for having been re-elected as a Chairperson for another term. I also take this opportunity to congratulate all the members and the Chairpersons of the newly-elected Programme Committee, Finance Committee and the CCLM.

I would also like to pay tribute to the collegiate and constructive manner in which Members of the Conference worked together last week at this very important crossroads in the history of the Organization.

Following the election of a new Director-General who shall take office in January 2012, the way in which consensus was ultimately reached by our colleagues in the Conference on the budget level for the 2012-2013 biennium was indeed commendable.

On this occasion, I would also like to commend Mr Yaya Olaniran who spurred the discussions very well. Naturally, the important work of scrutinizing the proposed adjustments to the Programme of Work for 2012-2013 in light of the agreed budget will fall on us, in this body, the Council at its Hundred and Forty-third Session in November. I trust we will be able to work in as constructive a manner as our colleagues in the Conference have done last week.

We also require the continued support of the present Director-General and his Management team to better inform ourselves in order to provide studious and valuable guidance in November.

In this background, I believe that our discussions at the Hundred and Forty-third Session on adjustment to the Programme of Work and Budget 2012-2013 shall not be complete without the presence of the Director-General-elect. Accordingly, I propose we should also invite the new Director-General-elect to be present at the Hundred and Forty-third Session, and that our Report should reflect this so that he is on the same page as our discussions in November when we enter into

the next biennium. I am certain that with this, we will have a very fruitful Council Session in November.

**Mr Wilfred Joseph NGIRWA (United Republic of Tanzania)**

I wanted to respond to your question on the reflection of the last year and of the Conference, I can say that the Conference went on well, we worked very well, and I think this spirit should continue. I don't think I have anything more to add to what happened last time. This was a good Conference, and we should continue in that spirit.

**Mr Khalid MEHBOOB (Pakistan)**

Just a brief comment to support what India just said about the review of the Programme of Work and Budget and the importance of the current Director-General and the Director-General elect cooperating on this review process. I agree with his comment, that it would be good for the Director-General-elect to hear firsthand what the Council has to say, the next Council, so I assume he would also be present here.

**Mr Denis CANGY (Mauritius)**

First of all, I would like to join the others to congratulate you on your re-election and also to congratulate the Chairperson of the Committees that have been elected this morning.

I support the delegations of India and Tanzania. Speaking on behalf of the Africa Group, I just want to recall to the Council on the one decision of the Conference with regard to the Immediate Plan of Action implementation. In the Draft Provisional Agenda we adopted already, we find that with regard to Item 11, Multi-year Programme of Work, the Finance Committee, Programme Committee and Committee on Constitutional and Legal Matters are mentioned. I believe that at the Conference we even added that the Council should receive inputs also from the Reports of the Regional Conferences. Maybe we have to add also the recommendations of the Regional Conferences when we come to Item 11 under Governance Matters at the next Council of FAO in November. With the rest, I agree with the previous speakers.

**Mr Bernd CHRISTIANSEN (Germany)**

I would like to kindly ask you to pass the floor to Poland, as the EU Presidency.

**Mr Wojciech OSTROWSKI (Observer for Poland)**

I would like to fully support the position expressed by India and other countries that the newly-elected Director-General should participate in the following Council Session in November.

**Mr Antonino MARQUES PORTO (Brazil)**

I would like to support India, Tanzania, Pakistan, Mauritius and the other speakers that preceded me. I think it is a good idea for all of us Member Nations of this Organization to have the opportunity to have the Director-General elect here during the next Session of the Council just to take part in the discussions, especially on the Programme of Work and Budget.

**Mr Ammar AWAD (Syrian Arab Republic) (Original language Arabic)**

Very briefly, I just want to support the previous speaker welcoming the Director-General elect to the next Council Session.

**Ms Ertharin COUSIN (United States of America)**

Just to ensure that it is not only G77 countries endorsing the comments of Tanzania, Brazil and other speakers, we too, the United States, believe that the Director-General elect should also be invited to the next Council Session.

**Sr. Gustavo Oscar INFANTE (Argentina)**

Inicio felicitándolo por su re-elección y deseándole que tenga similares éxitos en su nueva gestión. Intervengo solamente para respaldar a todas las delegaciones que han propuesto la invitación al

Director General-electo porque creemos que su participación será de muchísima utilidad para cuando él inicie su propia gestión. Y además, quisiera remarcar esta interesante tendencia que estamos registrando de avanzar hacia consensos en distintas situaciones que se van presentando, la cual espero que continúe en el futuro.

#### **LE PRÉSIDENT**

Je vous propose, après le souhait que vous avez formulé d'inviter le Directeur-général-élu de transformer ce souhait en réalité. Le Conseil décide d'inviter le Directeur-général-élu au prochain Conseil.

Je pense que vous êtes d'accord. Pas d'objection.

Pour la question qui a été posée concernant l'inscription au Point 11 des comptes-rendus des Conférences régionales, Monsieur Mekouar, d'ici le prochain Conseil, nous aurons la préparation des Conférences mais nous n'aurons pas de Conférence en tant que telle, n'est-ce-pas ?

#### **SECRETARY-GENERAL**

The Delegate of Mauritius is right, the Regional Conferences, as well as the Technical Committees, are required to develop Multi-year Programmes of Work for each one of those Governing Bodies, and this will be done next year when those Regional Conferences, as well as the Technical Committees, meet.

From now until the Council, there will be no opportunity for those Governing Bodies to meet. However, as you said they are in the process of preparing the MYPOWs, and we might expect those Governing Bodies to discuss and possibly approve the MYPOWs next year when they meet in the first half of 2012 for the Regional Conferences, and then subsequently when it comes to the Technical Committees.

#### **LE PRÉSIDENT**

Pas d'autres demandes de parole sur ces sujets? Le Zimbabwe.

#### **Ms Mary Sibusisiwe MUBI (Zimbabwe)**

I also wish to join my colleagues in congratulating you for being re-elected. I hope to work with you as closely as ever. The comment I want to make is for Council to recall that the theme of the Conference was on mobilizing support to women farmers. I would hope that as a result of the discussions and the deliberations of the Conference, the issue of supporting women farmers will be one that we consistently keep high on the agenda of Council. I just want to put that on record as something that we, as Council, should continue to emphasize.

#### **Sra. Gladys Francisca URBANEJA DURÁN (República Bolivariana de Venezuela)**

En primer lugar deseo sumarme a las felicitaciones que ha recibido por su re-elección como Presidente Independiente de este importante Órgano Rector de la FAO, sobre todo en estos momentos cruciales para esta Organización dada la elección del nuevo Director General con quien estoy segura desarrollará una estrecha colaboración en función de los objetivos de la FAO y en el marco del espíritu de consenso que ha prevalecido en el día de hoy y durante la Conferencia.

Como ha sido destacado por la delegación de Argentina, tenemos por delante muchísimos retos y temas importantes que abordar, como el proceso de la Reforma y el PIA, que tanto el Director General como Usted y todos los miembros del Consejo, mas los Comités Técnicos y las Conferencias Regionales, tenemos que trabajar juntos para hacer más eficiente la labor del Consejo.

Asimismo, deseo respaldar los planteamientos expresados por la delegación de Zimbabwe en cuanto a ratificar que el tema de la Conferencia fue la Mujer y el Desarrollo Rural y que el seguimiento y examen de la situación del género se realice tanto en el Consejo como en los diferentes Órganos Rectores, con el fin de amalgamar y reforzar los aportes y conclusiones alcanzadas por la pasada 37a. Conferencia en relación con este tema.

## LE PRÉSIDENT

Merci pour cette proposition. Nous continuons donc cette réflexion sur les femmes que nous avons décidé d'ailleurs au Conseil, dans le cadre du travail qui a été fait pendant la Conférence. Je vous propose qu'en faisant la synthèse de tout ce qui a pu se dire pendant la Conférence, nous puissions, au fur et à mesure, inscrire ces points concernant ces sujets dans prochain Conseil. L'option qui a été prise ne doit pas être momentanée mais permanente dans le cadre du développement mondial, la place des femmes dans l'équilibre alimentaire et dans le développement. Je vous aussi propose de l'inscrire aux points qui sont concernés au prochain Conseil.

Si il n'y a pas d'autres demandes, je clos ce débat sur le point 11, et je voudrais aussi avant de donner la parole et continuer les autres débats sur les instances intéressants la FAO dire à chacun d'entre vous dire que je vous remercie de vos félicitations et de vos encouragements pour notre mission, encouragements qui vont, bien sûr, à nous tous et vous informer que nous avons prévu à l'issue de la séance de ce soir un pot amical pour continuer nos échanges d'idées. J'espère que cette invitation fait consensus. Si elle ne le faisait pas, j'en serai surpris compte tenu du consensus sur beaucoup d'idées de fonds que nous avons eues.

### **7. Developments in Fora of Importance for the Mandate of FAO (CL 142/INF/3)**

### **7. Évolution des débats au sein d'instances intéressant la FAO (CL 142/INF/3)**

### **7. Novedades en los foros con implicaciones importantes para el mandato de la FAO (CL 142/INF/3)**

## LE PRÉSIDENT

Merci pour tous ces points et encore une fois félicitations à tous ceux qui ont été nommés et élus dans les différentes instances. Nous passons au point 7, evolution des débats au sein des instances intéressants la FAO. Le Conseil va écouter des exposés sur les débats importants qui ont eu lieu au sein des Forums internationaux, revêtant un intérêt pour la FAO.

En plus des thèmes qui étaient inscrits dans le document CL 142/INF/3, Monsieur Ghanem, qui nous a rejoint ici, donnera un compte-rendu de la réunion ministérielle du G20 sur la sécurité alimentaire qui s'est tenue à Paris en juin dernier.

Je tiens à dire, et personnellement j'ai participé à une partie de ce travail, qui bien sûr rassemblait le G20, donc pas les 191 pays, mais j'en ai tiré l'impression et le sentiment qu'elle s'adressait à tous et que la FAO a été bien considérée et engagée pour des actions.

Je vais demander à Monsieur Ghanem de nous donner la démarche qui a été suivie, les conclusions et puis aussi surtout les travaux complémentaires, supplémentaires ou l'identification des travaux que nous avons eus. Comme il est 11:45, je vous proposerais le débat sur ce sujet aussitôt après et comme nous avons un peu de temps, nous essaierons de prendre du temps pour dialoguer sur les différents sujets les uns après les autres.

### **Mr Hafez GHANEM (Assistant Director-General, Economic and Social Development Department)**

The meeting of the Ministers of Agriculture for the G20 took place on June 22 and 23. This is the first time that Ministers of Agriculture of G20 met, so it was quite an event, and of course, we in FAO hope that those kinds of meetings will continue.

The main issue that G20 is focusing on this year is food price volatility and its impact on food security. In the last Summit of the G20, they had requested about ten international organizations to provide inputs into this discussion. Those ten organizations met in December 2010, and we agreed to produce one report. It was also agreed that we, in FAO, together with our colleagues in OECD, would coordinate the work on that report. So, it was a long process in the discussions and working with the different international organizations and that report was produced and it is available on our Website.

Now, that was the background document that provided the analytical underpinnings for the debate and discussion among the G20 Member Nations. The meeting on 22 - 23 June adopted some of the recommendations of that Report. If you look at our Report, you will see that we have actually ten



recommendations, so many of those were adopted by the G20 Ministers and they organized those recommendations among five key themes. Those are the themes that you see on the screen in front of you.

Everybody agreed that the key issue affecting and causing volatility is the decline in the rate of growth of agriculture productivity. Over the last decades, we have seen the rate of growth of agriculture productivity, especially for the main food item, cereals, falling. Whereas productivity of cereals was easily growing at around 3 percent in the sixties and seventies, it is now growing at around 1.1, 1.2 percent, and that is at a time when the demand has continued to increase at around 2 percent a year. So, in a market where supply is not growing as fast as demand, the market is tighter and, of course, any shock has a big impact on prices, a bigger impact than before. The G20 Ministers have recommitted their countries and themselves to support investments in enhancing productivity, improving the resilience of agriculture at food production systems and promoting agricultural research and innovation, especially in the developing countries. One of the important aspects of that G20 meeting, and especially on this point about enhancing production and productivity, is that in a run up to those meetings, we had meetings with farmers' organizations, with civil society, and with the private sector. The G011 20 Presidency organized those meetings to make sure that all the stakeholders had an input in the decision-making process.

The second point that was discussed and agreed upon has to do with market information and transparency. The idea is that lack of information and lack of transparency creates more uncertainty and more volatility. A key reason is that in countries where they do not have governments, where they do not have enough information and transparency about what is happening in markets, policy-makers often take decisions that actually increase, rather than decrease, volatility. We have seen that in 2008 with some countries imposing export restrictions that were not needed, and other countries doing what we call panic buying when actually there was no need to panic. Of course, those kinds of actions lead to more disturbances and more volatility in markets.

Concretely, the G20 agreed to support the creation of an Agricultural Market Information System, for which we use the acronym AMIS. This AMIS is going to be based in FAO and the Secretariat will include obviously FAO but also the other international organizations working in this area. Already we have OECD participation, the World Bank are sending staff to work with us on the creation of AMIS. IFAD is already organizing a meeting with us tomorrow to see how they can contribute to the AMIS Secretariat. In addition to the Secretariat, AMIS will have, as members, the main producing and importing countries around the world and it will start by focusing on the key food crops which are wheat, rice, maize and soya beans. The first inception meeting of AMIS is scheduled for September, I think 9 and 10 September here at FAO, and we are looking forward to this additional work. Actually what AMIS does is to strengthen and improve the market monitoring work that we and others are already doing. It strengthens it in two ways. It is that it brings about a commitment from countries to provide us with a data information that we need. Many countries are currently not providing us with the necessary data for the market analysis, especially on things like stocks or production, and we end up having to estimate those data. Now we have a commitment from countries to provide that data and AMIS will also be providing technical and capacity-development support to countries who are facing problems producing this data. The second area where AMIS brings a value-added is through the creation of a coordination structure among the different agencies working in this area to improve the quality of the output.

The third theme of the Ministers' Meeting was to improve international coordination and there it was decided to create, within the context of AMIS, a Rapid Response Forum where the main producing and consuming countries in the world could meet to discuss cases where there is a market crisis or a market disturbance so that they can coordinate their policies, and avoid implementing policies that are inconsistent and that could make matters worse. This Rapid Response Forum will also present its reports and its discussions to the CFS. Under international policy coordination, other issues were discussed, trade policy and biofuel policy. There was an agreement on the trade policy to push for the conclusion of the Doha Round and to exempt WFP humanitarian food purchases from export restrictions. The agreement on biofuel was to discuss and study it further.

The fourth theme that was discussed by the Ministers was how to reduce the effects of price volatility for the most vulnerable, and here two important issues were studied and analyzed. One was stock policy regarding food stocks and inventories. It was agreed that WFP and the other organizations would work on a feasibility study for the development of regional food reserves provided that those food reserves were for emergency use and were linked to safety nets. It was also agreed that we would work on the creation of a Code of Conduct for the Management of Food Reserves, and that we would request the CFS to participate in the development of that Code of Conduct.

The other important area that was discussed was how to use the different risk management instruments to support countries at times of food crises in dealing with shocks, and to support countries as well as producers. There were many institutions working with us on that paper that had some concrete suggestions on the use of financial instruments in managing the risk of food price volatility.

Finally, financial regulation, the Ministers of the G20 discussed the impact of increased financialization of commodity markets on food price volatility. There was an agreement that the financial regulations needed to be improved and strengthened to limit volatility, while ensuring that the markets could function and carry out the very very important role of providing liquidity, risk management estimates and price discovery. There was an agreement on that, and there was also an agreement on the need to coordinate regulatory frameworks across financial markets, especially the United States, Europe and so on. Of course, Ministers of Agriculture are not responsible for financial market regulation, so what they did was to recommend that their colleagues, the Ministers of Finance, adopt those decisions. In fact, FAO has been invited to participate both in the development and finance working groups of the G20 where we are participating especially on the work related to commodity markets and their impact on volatility and food security.

Suite en français

Je pense que je dois m'arrêter là et je suis à votre disposition pour répondre aux questions.

## **LE PRÉSIDENT**

Merci pour ce compte-rendu et aussi de l'engagement qui a précédé le G20 avec d'autres organisations et puis merci d'avance aussi pour l'accompagnement puisque cela n'est qu'une étape dans l'évolution.

## **Mme Bérengère QUINCY (France)**

Je ne voudrais pas être la dernière à vous féliciter pour votre élection, et je me réjouis de l'esprit de consensus qui a caractérisé à la fois la Conférence et aujourd'hui les travaux de ce Conseil. Je remercie le Secrétariat et, tout particulièrement, Monsieur Hafez Ghanem de sa présentation sur les résultats de la réunion des Ministres de l'agriculture qui s'est tenue le 23 juin à Paris et qui a abouti aux résultats que nous avons maintenant sous les yeux sur l'écran. Je ne vais pas revenir sur l'ensemble des recommandations. Je crois que Monsieur Hafez Ghanem les a très éloquemment présentées. Je voudrais juste parler rapidement de quatre points.

Le premier point: c'est grâce au travail coordonné des organisations internationales, travail coordonné par la FAO et l'OCDE que ce résultat a été acquis. Je voudrais tout particulièrement remercier la FAO qui a dirigé avec l'OCDE ce travail et qui a su faire reconnaître auprès des autres organisations internationales sa capacité de leadership. Je crois qu'on le doit à l'équipe de la FAO, et donc je voudrais l'en remercier aussi.

Ces résultats sont le fruit de la volonté collective des Membres du G20. Nous en avons parlé ici avec les délégations de ses Pays Membres, et je voudrais aussi remercier ces délégations pour l'esprit de consensus et d'avancée qu'elles ont témoigné dans les travaux. La Présidence française n'aurait jamais pu arriver à ces résultats si elle n'avait pas été accompagnée par la volonté politique de chacun.

Ensuite, ces résultats représentent un renforcement des responsabilités des organisations du pôle romain dont la place se voit pleinement reconnue. Je pense, par exemple, à la création d'AMIS que Monsieur Ghanem vient de nous exposer et dont le Secrétariat sera à la FAO. C'est un système qui construit sur ce qui existe déjà pour lui donner un nouvel élan afin de combattre la volatilité des prix.

Troisième point, ces résultats pourront, nous le souhaitons, nourrir et inspirer les travaux du Comité de la sécurité alimentaire qui examinera ce thème de la volatilité des prix lors de la 37ème session comme Monsieur le Ministre Bruno Lemaire a eu l'occasion de le dire lors de son intervention pendant la Conférence lundi dernier: «il nous appartient maintenant de transformer les mots en actes, nous pouvons le faire au sein de la FAO et nous pouvons aussi le faire au sein du Comité de la sécurité alimentaire.»

Le discours du Ministre est disponible, la délégation française a aussi envoyé à l'ensemble des délégations présentes à Rome le texte des résultats des Ministres de l'agriculture. Si certaines délégations n'ont pas reçu ces textes, qui existent en français et en anglais, qu'elles veuillent bien nous les demander si cela les intéresse de les avoir. Je voudrais ajouter que notre Représentation permanente est à la disposition de chacun et, par exemple, des Groupes régionaux pour continuer à développer et à expliquer ces résultats.

Certains sujets que Monsieur Ghanem nous a présenté seront encore développés jusqu'au Sommet de Cannes, qui va se tenir début novembre. Ils seront développés, comme Monsieur Ghanem l'a dit, au sein des travaux du Groupe développement et du Groupe finances. Il s'agit par exemple des mécanismes de gestion du risque pour les plus vulnérables ou de la préparation d'un projet pilote pour des réserves humanitaires d'urgence régionale, ou encore de la réflexion initiée sur la base d'un rapport de Iosko, sur la régulation et la supervision des marchés financiers et de matières premières agricoles. Ces sujets seront aussi évoqués lors de la réunion conjointe des Ministres des finances et du développement qui se tiendra fin septembre à Washington, en marge des assemblées générales du FMI et de la Banque mondiale.

Enfin, et ce sera mon dernier point, je voudrais me féliciter de la coopération qui s'est tenue entre l'ensemble des organisations romaines des Nations Unies dédiées à l'agriculture, à l'alimentation et à la sécurité alimentaire. Je crois que nous allons avoir avec les présentations qui vont suivre d'excellents exemples de cette coopération et des résultats fructueux auxquels elles peuvent donner lieu.

**Mr Abdul Razak AYAZI (Afghanistan)**

Thank you, Mr Hafez Ghanem, for your briefing. I just have to ask one specific question. The Programme of Work and Budget 2012-2013 is going to be adjusted and the Council will agree with it. Based on what happened in the G20 Meeting of the Ministers of Agriculture, the first two pillars, Agricultural Production Productivity and Market Information Transparency probably have much more effect on the work of FAO. With this in mind, in Commission II, when we were discussing the budget, we were agreed that there was probably more room in FAO for more Voluntary Contributions. In your judgement, will the adjustment process which will come in November reflect these two pillars, and will you be considering the need for more Voluntary Contributions for the Organizational Results that are related to this work?

**Mr Marco VALICENTI (Canada)**

Just following comments made by our colleagues from France and Afghanistan, I just have a few points to make and certainly appreciate the feedback provided by Mr Ghanem in the context of the key deliverables and highlights of the G20 Agriculture Ministerial.

Canada was certainly very engaged throughout the process, from Rome as well as from our capital. I should highlight to other colleagues in the room that FAO was seen in a very positive light. Not only was it instrumental in coordinating the International Organizations' Report, but it ensured that the discussion was based on sound and balanced analysis. Canada was certainly very pleased with the FAO presence throughout the meetings leading up to the Ministerial, and we believe that its credibility was enhanced, which is a very good thing.

As for the specifics, G20 Members, I believe, reconfirmed that FAO has a specific place in the international community with regards to agricultural knowledge and analysis. The main deliverables, as mentioned by Mr Ghanem and highlighted on the screen, certainly impact the normative work of this Organization, be it on the trade side and ensuring that better data is available to traders, be it on

statistics which drives some of that information. Again, we believe this is part of the normative work of FAO, and I am certainly hoping that we acknowledge this and take it into account when we have our discussion in November. As our colleague from Afghanistan mentioned, we will be reassessing or revisiting the impacts of the PWB, and whether there needs to be any shifting of resources so that this important work is reflected in that assessment.

**Ms Mary Sibusisiwe MUBI (Zimbabwe)**

I would like to thank the Assistant Director-General for Economic and Social Development for his report on the G20 Meeting of Ministers of Agriculture. I think it is a very useful report. Just two observations.

With respect to food stocks and inventories, I know the countries received a lot of technical support with respect to assessment of food availability at the country level. I think the challenge for food stocks is at community level because of the transport systems. I think the regional approach is very useful, but at the end of the day we have challenges in our countries with respect to movement of grain. Personally, in our own country, we have encouraged, at local level, communities to also have granaries because the movement of stocks from one area to another can be a challenge in itself and sometimes can cost more than the grain. So I think that perspective, given the challenges that developing countries have with respect to infrastructure, is one that should be a guiding principle.

With respect market information, I think that the more market information we have, certainly with respect to the regional movement of food across the borders, the more useful it will be. Regarding in-country information, I think for a lot of smallholder farmers the in-country information is sadly missing. You frequently get villagers who produce many tomatoes but may not know that in another part of the country there is a deficit. I think that to focus on the regional and international level is extremely important, but it is also important to assist countries to develop systems internally for better market information in order to encourage smallholder farmers to produce more.

**Mr Travis POWER (Australia)**

Thank you, Mr Chair, and let me say at the start, I was quite remiss in my early comments in not congratulating you on your appointment. I have done it separately, but on behalf of the Southwest Pacific, we would like certainly to express our ongoing willingness to work closely with you over the next few years.

Secondly, I would like to join my voice with comments made earlier by a range of countries on the G20 process. I was very actively involved in that process, and would first like to give thanks of myself and my country to Hafez and the other members of the FAO Secretariat who worked so diligently to support the G20 process. I think the FAO was one of the guiding beacons of the G20 process, and its efforts were very much appreciated.

My next point was to indicate our thanks and appreciation for the work of the French delegation, or French Government, both here in Rome and back in Paris as well. The French Government has been tireless on this effort, and I think their work needs to be acknowledged. Australia and France often have some different views on agricultural issues, particularly when it comes to market, but I have been very pleasantly surprised and very happy to work with the French delegation throughout this process--so my congratulations and warm regards to them. Finally, I would also like just support the comments made by Canada regarding the PWB process and things like that. The work from the G20 serves to reinforce the FAO, and I think there are some real opportunities to look for possibilities to connect that work with the FAO. Essentially, I think there is a good discussion to be had between now and November on that process.

**Mr Kazumasa SHIOYA (Japan)**

This is my first intervention so I just want to join the voices to congratulate you on your re-appointment.

Thank you, Mr Ghanem, for your presentation on the achievements of the G20 Agriculture Ministers' Meeting. My intervention will be in line with many previous speakers. I want to emphasize that one of

the most important achievements will be the market information systems and transparency aims and the value-added which, with respect to AMIS, will be the information at country levels. This is a very good thing to agree among the G20. The participation of the main producers and consumer countries is also very important. I also wish to emphasize that the G20 and the Committee on World Food Security can do more. I hope that the forthcoming session of the CFS can agree to provide further information to this system.

Finally, I want to express my congratulation to the French Government for hosting this very important meeting.

**Mr Michael MICHENER (United States of America)**

I would like to associate myself with remarks of my colleagues from Canada, Australia, Japan and other countries that have addressed this process and its reports.

Thanks to you, Mr Ghanem, for your hard work and thanks to your staff. FAO certainly did look very good in this process, and the United States appreciates your hard work. Also congratulations to the French Government, to Minister Le Maire and Ambassador Quincy for your leadership in this process.

I have just a few questions related to the AMIS proposal. I realize that is still a work in progress, but I'm a little curious as to who will attend the September meeting. I am also wondering, related to Japan's intervention, how AMIS will encourage Member Nations to share data on domestic stocks, and what linkages to the Committee on World Food Security do you envision?

**Sra. Emma RODRÍGUEZ SIFUENTES (México)**

En primer lugar, permítame felicitarlo. Esta es la primera ocasión en que nuestra delegación toma la palabra. Por supuesto, usted contará con el apoyo nuestro para llevar a este Consejo a ser más eficiente y ejecutivo.

En segundo término quisiéramos agradecer al señor Javier Salempur, el sumario y los resultados de la reunión de nuestros Ministros de Agricultura en Francia. Nosotros la consideramos muy positiva. También apreciamos la hospitalidad de Francia que permitió a la reunión de nuestros Ministros de llevar tan buenos resultados.

Por México participó el Ministro Sr. Francisco Javier Mayorga, con su equipo. Posteriormente asistió acá a la Conferencia de la FAO, se quedó varios días, tuvo la oportunidad de llevar a cabo varias reuniones bilaterales, conversar sobre los resultados e iniciar los trabajos que le tocará fortalecer sobre estos temas.

Sólo quisiera decir, finalmente, que el Ministro Mayorga consideró de gran importancia los resultados obtenidos en la reunión en Francia, y él está convencido que hay que seguir trabajando. Por supuesto, convencido también de la importancia que tienen la FAO, el PMA y el FIDA en una labor conjunta para alcanzar mejor resultados.

**Ms Fatma SABER (Egypt) (Original language Arabic)**

I should like to express our appreciation to Mr Ghanem for his presentation, as well as express our welcome for FAO's participation in the meeting of the G20 Agriculture Ministers. We welcome the adoption by the G20 of the recommendations proposed by the international organizations regarding how to deal with the commodity price fluctuations. We also welcome, in particular, the support given by the G20 to lift food export restrictions, in cases of non-commercial humanitarian situations. We are especially concerned about restrictions on exporting food commodities and how this affects food security in the food-deficit importing developing countries. Those measures should be lifted by producing countries. Egypt will raise this issue within the WTO meetings.

In conclusion, Egypt looks forward to discussing food price fluctuations in the Committee on Food Security in October 2011 as well as in the Regional Conference for the Near East in preparation for the subsequent session of the Committee on World Food Security, which we look forward to convening next September.

**Mr Shobhan K. PATTANAYAK (India)**

At the outset, I would like to thank Mr Ghanem for his brilliant presentation. At the same time, we take this opportunity to thank the French Presidency for hosting a series of meetings leading up to the Agricultural Ministers' Meeting. I remember every Saturday and Sunday there was a meeting in Paris so there was no Saturday or Sunday for us this year. I will remember that.

Having said that, I am certain that the consensus expressed by some of my colleagues especially Afghanistan and echoed by both Australia and Canada will stand. We have to find new or existing resources to ensure that the issue of agricultural production and productivity and the AMIS is fully addressed. Therein lies the problem. Statistical information in most countries is not reliable, and I do not see, in the near future, whether this particular thing will be improved by individual countries. Certainly, the leadership shown by FAO will ensure that and the availability of food stock information in the countries will be more accurate, so as to make good predictions.

Apart from that, there is a reference to the ban on food exports being exempted from non-commercial humanitarian assistance. As far as I recall, it was only WFP which was given an exemption and no other organization was recognized for this. In the latter part of this year, there will be the Heads of Government Meeting in Cannes and, therefore, we would appreciate it if we could be informed about those developments as well, before we meet for the Council meeting.

**LE PRÉSIDENT**

Merci, et si vous me permettez une petite remarque, il y a pire que de passer tous les week-ends à Paris même si c'est pour travailler. Il y a des situations plus difficiles.

Y a-t-il d'autres demandes d'intervention au Conseil, puisque j'ai une demande à l'extérieur du Conseil?

**Mr Søren SKAFTE (Observer for Denmark)**

I also congratulate you on your re-election to the Chair of Council. Also thanks to Mr Ghanem for informing us of the outcome of the G20 Meeting. As mentioned by the French Ambassador, we generally feel well-informed about the developments of the G20. Coming from a country, not quite qualified to be part of the G20, we certainly appreciate that the G20 and the French Presidency have put agriculture and food security high on the agenda. We very much appreciate the inputs and the efforts from FAO, and we note the very good collaboration between FAO, OCD and a number of other organizations regarding these endeavours.

We also believe that price volatility, improved market information systems, stock management and trade regulations are very important issues. We fully support the recommendations and further hope that later this year, we will be able to take decisive decisions regarding this. At the same time, we also believe that these activities, as indicated by other members, should be reflected in the revised Programme of Work and Budget of this Organization on the normative side.

At the same time, we should not forget the long-term challenges we all are facing and also this Organization is facing -- the long-term challenges regarding increasing global food production from 70 to 100 percent to be able to feed the 9.2 billion in a really short time. I will, therefore, just remind Management that there are other normative activities which should not be forgotten in this knowledge Organization. What are the risks and benefits of emerging food and agricultural technologies? There are a number of areas that deserve attention, especially from this Organization, and the efforts and resources for these activities should certainly not be downsized.

**Sr. Teodoro NGUEMA OBIANG MANGUE (Guinea Ecuatorial)**

También quiero agradecer a usted, Señor Presidente, por haber sido elegido para seguir dirigiendo los trabajos de este Consejo. A la vez, aprovecho también para agradecer a los nuevos Miembros que integran el Comité de Finanzas, el Comité del Programa y el Comité de Asuntos Constitucionales y Jurídicos y también agradecer a los que salen de estos Comités por el trabajo que han realizado.

En la misma línea de agradecimientos, quiero nuevamente agradecer al Gobierno Francés por haber incluido un tema tan importante en la Agenda del G20 en París. Y por lo tanto, agradecimientos especiales hacia el Sr. Hafez Ghanem por haber ofrecido efectivamente un buen resumen de las principales decisiones tomadas en el marco de ese trabajo ministerial.

Las cinco recomendaciones son importantes para que podamos trabajar en el marco del problema fundamental de erradicar el hambre. Precisamente, la recomendación sobre la información de los mercados y transparencia, como dijo nuestro embajador de Zimbabwe: “es crucial efectivamente que se siga trabajando claramente en este campo”. Hay que reconocer efectivamente el papel que desempeñan los países más desarrollados, como los países del G20, en el marco de la producción de información y transparencia en el mercado para evitar el problema de la volatilidad de los precios de los alimentos. También deben efectivamente reconocer que deben seguir trabajando: el G20 debería trabajar mucho más, sobre todo en base a las recomendaciones de la FAO, como se ha visto la participación de la FAO en París, que ha sido muy activa. No solo se debe contar con la FAO, sino también con el trabajo que realizan otras organizaciones internacionales en el marco de este trabajo.

Sobre la información y la transparencia de mercado, los países en desarrollo no solo deben seguir siendo considerados como importadores de alimentos, también son productores de alimentos si bien falta información suficiente para que se conozca realmente su nivel de productividad. De hecho, con motivo de las recomendaciones en el informe presentado por el Señor Ghanem, lo consideramos muy importante y lo valoramos muchísimo en nuestra delegación. Se felicita por el trabajo de la FAO en el marco de esta reunión ministerial en París, y también por el trabajo realizado por otras organizaciones como el PMA.

**Mr Oleg Yu KOBAYAKOV (Russian Federation) (Original language Russian)**

I will be very happy to join in the congratulations of my colleagues addressed to you, and congratulate you, in turn, on being re-elected to this very responsible position. I hope that you will be able to keep up the very positive work ongoing in this Council during the forthcoming biennium.

We support the commitment of FAO to the work being done by the G20 under the French Presidency to develop an organized comprehensive approach to issues of food and agriculture. The document adopted is most definitely a comprehensive Multi-Year Work Programme of Work, and deserves our support, which it has. We believe that FAO and other UN Agencies have the possibility to develop, in detail, the whole series of aspects in this planning, including in the Committee on Food Security and in the Committee on Commodities, as well as at meetings of our Governing Bodies and in various expert groups. Basically, the Russian Federation supports the issues raised in the document. Many of them come with proposals similar to proposals that the Russian Federation has made here and in other fora in 2009. I refer to the setting up food reserves, regulating prices and reducing the incidence of speculation.

The Government of the Russian Federation has taken serious steps recently to increase predictability on markets and to regulate prices. On 1 July this year, we lifted, for example, the prohibition on wheat exports which had been brought in by our country as a result of the disastrous situation of our wheat harvest last year. We, therefore, hope that the importance of this step will be duly-recognized.

In conclusion, I would like to reiterate our support and commitment to the Organization in the process of implementing the plan, which was the outcome of the Paris Ministerial Meeting, and we assure FAO of our stalwart and unflagging support in that process.

**Mr Ammar AWAD (Syrian Arab Republic) (Original language Arabic)**

First of all I should like to extend on behalf of the Near East Group, our thanks to Mr. Hafez Ghanem and his associates, and to all the members of the team who accompanied him to Paris for the brief report and for the important recommendations contained therein. I should like also to thank FAO for its role as a centre of knowledge and information in relationship with other Organizations dealing with the international food crisis.

I would like to associate myself with the question posed by the delegate of Afghanistan, and also associate myself with the statement made by Egypt regarding our concerns in the Near East Group.

The point that was not raised by the G20 meeting has to do with lifting food export restrictions in case of humanitarian crises. I should like to have two clarifications from Mr. Ghanem. Will food security be a standing item on the agenda of the G20 or is it a one-time initiative? Has there been an agreement on a funding mechanism? Will it be through voluntary funding, or will there be a follow-up mechanism in coordination with FAO to implement that with the concerned committee? Will the results of that meeting and the implementation mechanism be put on the agenda of the Committee on World Food Security in October or not?

**Mr Neil FRASER (Observer for New Zealand)**

I repeat my congratulations to you that I expressed in the Plenary of the Conference. I just wanted to make a comment from a small country but of agricultural significance. Sometimes it's natural to be cautious about the behaviour of a club in which you are not a member, and we are not in the G20.

I would like to thank Mr Ghanem for his very clear exposition of the outcomes of that G20 Agricultural Ministerial Meeting. We also appreciate the way that France has kept us informed both bilaterally in Paris with our Embassy and also of being present in OECD meetings where they have kept the Committee on Agriculture informed of various developments.

I would like to thank also some other G20 members with whom we made contact and were kept informed. We were very comfortable with the outcomes of the Agricultural Ministerial Meeting, and congratulate all those who were involved. The five pillars or themes are all important and each will make a contribution. Market transparency and information are particularly important, and FAO has been rewarded with a central role in this, in the further development, and the improvement in the system with the development of AMIS. We would like to see this kind of information incorporated into a broad range of FAO work including of course, that of the CCP.

**LE PRÉSIDENT**

Merci à chacun d'entre vous pour ces différentes interventions. Je vous propose de donner la parole à M. Hafez Ghanem pour répondre à quelques-unes des questions.

**Mr Hafez GHANEM (Assistant Director-General, Economic and Social Development Department)**

Merci, Monsieur le Président. Ce n'est pas possible pour moi de répondre à toutes les questions mais, je vais essayer, au-moins de me focaliser sur cinq points.

Continues in English

Many speakers talked about the credibility of FAO and how it was enhanced and strengthened during those meetings, and the role that we played. I just wanted to make an important point there -- that the reason FAO was given a leadership role, coordinating the work of the other international organizations, is that we were the only group, the only organization, who had done a lot of technical work in this area. That is really a lesson that we take from this exercise, that because we had done our homework, since in December 2010 we were already publishing a 300-page book about price volatility, we were in a position to play a key role. It is very important for us, as an Organization, to be forward-looking, to be able to imagine the problems that will come in the future and prepare for them and do the work.

The second point I wanted to address is the point raised by Mr Ayazi from Afghanistan and others on the PWB. Our idea of AMIS, in particular, is that we developed this idea from experience in the oil market with the JODI, where there is also a very similar initiative, that is now about ten years old. The approach that we wanted to take with AMIS is to start small. That is why we will start with a small group of countries and only four commodities, to build success, build trust, show results and expand gradually. We do not want this to be, from the start, a large, costly exercise.

That also responds, in part, to a question raised by Mr Michener from the United States of America on how we are going to convince countries to provide us with the data information. The G20 countries are committed to providing this data information, and that is around 75 or 80 percent of the total work production, but in the end countries are convinced when they see a benefit to them. That has been the



experience from the JODI. We hope that we will be able to show all the countries working with AMIS that sharing information is beneficial to them, and that it allows them to take better decisions and put in place more effective policies.

The area where we will need a lot of resources quickly, and that is where we are looking for extra-budgetary resources, is the area of capacity-development. Many of the big producing countries need capacity-development and even with all the best intentions, unless we help them produce the data they will not be able to report in a timely way and with quality information. That is where, at least from my perspective, I would like to see resources going to help countries produce better data. And that is through AMIS, but also through the Global Strategy for Agriculture Statistics. AMIS will be focusing on the last producers and consumers and providing capacity-development there. The Global Strategy is focusing on the whole world and on all commodities, unlike AMIS, which is much more limited. That was the third point on how AMIS will develop.

The fourth point I wanted to mention, is to say that I agree with the distinguished representative of Zimbabwe, that the management of food stocks is very important, and that it goes way beyond regional reserves or even national reserves. Actually, in our document and in the discussions in the G20, you will see that all of the issues that you correctly raised have been taken into account. I would especially like to underline the importance of investing in farm-level or granaries and stock facilities and that is not just to deal with price volatility, but also to reduce post-harvest losses, which are huge. So you kill two birds with one stone with those kinds of investments. Of course, we have done a lot of work and a lot of analysis for the G20 that we hope will go beyond the G20 countries. That is why I was very happy with the Chair when he asked me to come this morning and brief all of you on this, and that is why price volatility is one of the key themes of the CFS meeting. I hope the CFS will provide the forum for a global discussion, and will help us in building growth support and in building consensus around some of those very important issues and points that were discussed within the G20.

Of course, there are many difficult issues that will remain, and where consensus was not achieved in the G20, I doubt that it will be achieved in the CFS. Some of them were raised by Egypt and Syria, like the export restrictions. But the fact that we might not be able to reach consensus this year should not stop us from having a debate and discussion in the context of CFS. Because as we discuss those difficult issues and debate among ourselves, first we understand the constraints and positions on every side, and we also start finding ways of building future consensus around those difficult issues. I think that those questions will be discussed and presented at the CFS, even if we do not expect a consensus to be reached.

## **LE PRÉSIDENT**

Merci Monsieur Ghanem, pour la présentation, l'action avec toute votre équipe que vous remercieriez et aussi la réponse aux questions.

Mais, compte-tenu de l'engagement que vous avez pris les uns et les autres, et de l'intérêt que vous avez formulé pour la continuité du travail, je pense, et c'est tout à fait dans le rôle de notre instance de gouvernance que dans les conclusions de notre Conseil, nous devons indiquer un certain nombre de points. Je pense à la crédibilité et à la reconnaissance de la FAO qui a été améliorée autour de cette démarche que nous appuyons et que nous accompagnons, parce que la discussion qui a été évoquée, y compris en matière budgétaire, et soutien est important. Nous devons contribuer en lien avec, bien sûr, le CSA qui est un outil plus technique, il faut nous intéresser et nous engager dans ces démarches. Comme je l'ai dit tout à l'heure, il s'agit du G20, ce sont 20 pays mais c'est le G191, c'est-à-dire que tous les pays sont concernés par cette démarche et il est à mon sens fort important que la FAO soit au cœur de cette démarche.

Je vous propose plutôt que d'écrire dans la conclusion: nous avons écouté, nous avons été informés de l'engagement du G20 de réaffirmer les points qui nous concernent, le rôle de la FAO et les engagements à venir si vous n'y voyez pas d'inconvénients.

Pas d'objection pour cette partie là?

Je vous propose de suspendre notre réunion pour le déjeuner en vous remerciant. Quand on regarde l'Ordre du jour, nous pouvons constater que nous avons fait un très grand pas.

**The meeting rose at 12:45 hours**

**La séance est levée à 12 h 45**

**Se levanta la sesión a las 12:45 horas**

# Council Conseil Consejo

<b>Hundred and Forty-second Session Cent-quarante et deuxième session 142.º período de sesiones</b>
<b>Rome, 4 July 2011 Rome, 4 juillet 2011 Roma, 4 de julio de 2011</b>
<b>SECOND PLENARY MEETING DEUXIÈME RÉUNION PLÉNIÈRE SEGUNDA REUNIÓN PLENARIA</b>
<b>4 July 2011</b>

The Second Plenary Meeting was opened at 14.43 hours  
Mr Luc Guyau,  
Independent Chairperson of the Council, presiding

La deuxième réunion plénière est ouverte à 14 h 43  
sous la présidence de M. Luc Guyau,  
Président indépendant du Conseil

Se abre la segunda reunión plenaria a las 14:43  
bajo la presidencia del Sr. Luc Guyau,  
Presidente Independiente del Consejo

**7. Developments in Fora of Importance for the Mandate of FAO (CL 142/INF/3) (continued)**

**7. Évolution des débats au sein d'instances intéressant la FAO (CL 142/INF/3) (suite)**

**7. Novedades en los foros con implicaciones importantes para el mandato de la FAO**

(CL 142/INF/3) (continuación)

**LE PRÉSIDENT**

Nous allons continuer notre deuxième séance cette après-midi. Nous avons cinq interventions des Sous-directeurs, des chefs de groupe ou de spécialistes. Je vous propose que dans un premier temps, ils nous fassent leurs présentations. Vous poserez vos questions et ils répondront si cela est nécessaire. Mais comme le Sous directeur général du Département des Forêts a un rendez-vous à 15 heures je lui donne tout de suite la parole pour nous parler des Forêts. Monsieur Rojas-Briales, vous avez la parole.

**Sr. Eduardo ROJAS-BRIALES (Sub-director General, Departamento Forestal)**

My presentation will be on the 9th session of the United Nations Forum on Forests, held in New York last January.

**Continúa en español**

La Novena Sesión del Foro Forestal de las Naciones Unidas (UNFF) se reunió en Nueva York desde el 24 de enero hasta el 4 de febrero de 2011, cuatro meses más tarde de la Vigésima Sesión del COFO. En ambas reuniones, se abordaron dimensiones similares sobre la gestión forestal sostenible y especialmente sobre la contribución de los bosques al desarrollo sostenible.

Esta Novena Sesión del Foro Forestal de Naciones Unidas también sirvió para el lanzamiento oficial del Año Internacional de los Bosques 2011, que ustedes pudieron seguir en un acto que tuvo lugar en la Sede de las Naciones Unidas, en concreto en la Sala de la Asamblea General el pasado 2 de febrero.

Quisiera informarles que el Foro de las Naciones Unidas sobre los Bosques (UNFF) es un órgano subsidiario del ECOSOC (Consejo Económico y Social), y fue creado en 2000 en el proceso de debates sobre un régimen forestal internacional.

Los dos resultados fundamentales de la reunión de este Foro Forestal fueron, en primer lugar, una Declaración Ministerial para aprobación en el ECOSOC y en segundo lugar una Resolución sobre ("los bosques para las personas" que es el eslogan del Año Internacional de los Bosques, "los bosques para las personas, sus medios de subsistencia y la erradicación de la pobreza). La Declaración Ministerial es muy coherente con las recomendaciones que ustedes aprobaron en el pasado COFO en octubre de 2010, poniéndole especial hincapié en las contribuciones de los bosques a la agenda del desarrollo global y a la consecución de los Objetivos del Milenio, focalizando también en la Cumbre de Río+20 sobre el Desarrollo Sostenible.

La Resolución abordó temas muy amplios de acción para los Países Miembros y las organizaciones internacionales, así como para la comunidad internacional. Concretamente, y como está en la documentación adjunta, se invitó a la FAO a incorporar de una forma reforzada los elementos del instrumento jurídicamente-no vinculante sobre todo tipo de bosques, aprobado por Naciones Unidas en 2006, y los cuatro objetivos globales sobre bosques en el marco de la evaluación de los recursos forestales que la FAO publica cada cinco años, así como el Estado de los Bosques del Mundo.

La segunda Resolución, que afecta de forma indirecta a la FAO, hace relación a la Red de la Asociación de Colaboración en Materia de Bosques. Se trata de una red establecida por las Naciones Unidas, sin personalidad jurídica, en la cual la FAO asume la presidencia y el Foro Forestal de las Naciones Unidas, en concreto, su Secretaría. La Secretaría de esta asociación en la que participan, además, otras doce entidades internacionales como son las tres convenciones de Río sobre la desertificación, el cambio climático y la biodiversidad, el Banco Mundial, el Fondo para el Medio Ambiente Mundial (FMAM), las tres principales redes de investigación forestal, dos del CGIAR, ICRAF, IUFRO, UNDP, UNEP, el ITTO (Organización Internacional de las Maderas Tropicales) e IUCN.

A la estructura voluntaria de la Red de la Asociación de Colaboración en materia de Bosques en esta Resolución se le solicita que desarrolle una serie de actividades que contribuyan a la siguiente sesión,

la Décima Sesión del Foro Forestal de Naciones Unidas (UNFF10) dentro de dos años, reconociendo que para ello será necesario recursos extra-presupuestarios, así como la aceptación por parte de sus correspondientes Órganos de Gobierno.

En concreto, y después de diez años de existencia, tanto del Foro Forestal de Naciones Unidas como de la Red de la Asociación de Colaboración en materia de Bosques (CPF), por primera vez se les solicita una contribución muy sustantiva y considerable para el apoyo al trabajo que en este momento se está desarrollando en el Foro Forestal de Naciones Unidas para identificar las soluciones más adecuadas a la financiación forestal global, que es una cuestión que genera evidentemente posiciones muy controvertidas entre los diversos países, así como el apoyo al instrumento jurídicamente-no vinculante para todo tipo de bosques antes citado.

En lo que respecta al apoyo al trabajo de financiación forestal, del propio Foro Forestal de Naciones Unidas, se pide que se prepare para la Décima Sesión, que tendrá lugar en Turquía en abril de 2013, y que se refuerce el trabajo del Foro Forestal de Naciones Unidas en todo lo que respecta a la financiación forestal, revitalizando el grupo asesor de financiación forestal del propio CPF, analizando áreas insuficientemente cubiertas y oportunidades para la financiación forestal, especialmente en el marco de la Reducción de Emisiones por Deforestación y Degradación en los países en desarrollo (REDD), y en los aspectos relacionados con el cambio climático, la diversidad biológica, la gestión sostenible de la tierra y de los bosques, la degradación de la tierra, la desertificación, la legislación, la gobernanza y las tecnologías ambientalmente acordes, igual que la creación y refuerzo de capacidades.

Revisando el documento que ya se elaboró por parte del propio CPF en 2008 sobre la financiación forestal y, aunque pueda parecer relativamente cercana esa fecha, todo el proceso de REDD ha sido posterior y por lo tanto debe ser incluido. Aclaro REDD, en el sentido no de la red, sino en el sentido de la Reducción de Emisiones por Deforestación y Degradación en los países en desarrollo. Y finalmente considerar la organización de una iniciativa liderada por una organización, lo que se conoce en inglés como OLI, de apoyo al trabajo al foro en la financiación forestal.

La Red de la Asociación de Colaboración en materia de Bosques ha revisado recientemente en su reunión celebrada en Roma los días 23-24 de junio estas peticiones de considerable volumen de trabajo, de las resoluciones del Noveno Foro Forestal de Naciones Unidas anotando y observando su naturaleza muy extensiva e identificando la necesidad de recursos supletorios a los propios de las 14 organizaciones, reconociendo el Foro Forestal de Naciones Unidas el trabajo y contribución del CPF.

En este respecto también la Resolución recoge la importancia del Año Internacional de los Bosques, subrayando la necesidad de una atención continuada a los temas forestales y recomendando a ECOSOC y, a través de ello, a la Asamblea General de Naciones Unidas, en consideración de un Día Internacional de los Bosques, con el objetivo de reconocer la contribución sustantiva de los bosques al desarrollo sostenible y a los objetivos de desarrollo globales internacionalmente reconocidos.

En este sentido, les recuerdo que la reciente Conferencia de la FAO también apoyó el establecimiento del Día Internacional de los Bosques.

En resumen, fundamentalmente la petición del Foro Forestal de Naciones Unidas intenta que la Red de la Asociación de Colaboración en materia de Bosques CPF intente buscar alternativas que puedan ser de consenso entre las diferentes regiones y grupos de países en la delicada cuestión de la financiación forestal donde hay posiciones desde aquellos que abogan por un fondo forestal específico, hasta otros que entienden que los instrumentos existentes son suficientes pero deben ser optimizados y que la Red de la Asociación de Colaboración en materia de Bosques sobretodo liderando ese encuentro de la Iniciativa promovida por una organización (OLI), que probablemente se celebraría en Roma justo antes del próximo COFO en septiembre de 2012, permita encontrar lugares de encuentros o identificar diversas alternativas para que posteriormente, a través de una reunión del AHEC del Foro Forestal de Naciones Unidas o en el propio foro en 2013, se pueda llegar a un consenso entre los Países Miembros sobre esta cuestión.

## LE PRÉSIDENT

Merci, Monsieur Rojas-Briales pour cette présentation et comme convenu, nous aurons un échange à l'issue des différentes interventions et même si vous n'êtes pas là, je crois qu'il y aura un adjoint donc il n'y aura pas de problème. Encore une fois, merci.

Je passe donc la parole à Monsieur Laurent Thomas, Sous-Directeur-général du Département de la coopération technique et qui va nous parler de l'aide d'urgence et l'aide humanitaire.

### **M. Laurent THOMAS (Sous-Directeur-général, Département de la coopération technique)**

Excellence, Mesdames et Messieurs les Membres et les participants au Conseil, je suis très heureux de pouvoir aujourd'hui vous informer sur les progrès dans le partenariat entre la FAO et le PAM pour la mise en place d'un cluster humanitaire sur la sécurité alimentaire dirigée par nos deux Organisations.

En décembre 2010, le Comité permanent inter-organisation a approuvé la proposition de la FAO et du PAM d'établir un cluster mondial pour la sécurité alimentaire.

Depuis le mois d'avril de cette année, l'équipe de ce cluster est hébergé au siège du PAM, et son coordinateur a été nommé par la FAO.

Il a été nommé par la FAO après un processus conjoint FAO/PAM de sélection.

Le coordinateur global travaille sous la supervision conjointe du Directeur de la Division des opérations d'urgences et de la réhabilitation de la FAO, et du Directeur des urgences du PAM.

La mise en place du cluster mondial marque une étape historique dans la collaboration entre nos deux Institutions qui s'engagent ainsi à renforcer leur leadership dans la coordination humanitaire en matière de sécurité alimentaire. Les clusters sont devenus le modèle standard de coordination de réponse humanitaire. Depuis 2005, ils ont été activés dans plus de trente pays que ce soit dans des situations de conflits, des situations de catastrophes naturelles ou encore d'urgence complexes et prolongés.

Les clusters œuvrent à la fois au niveau national et au niveau mondial. Au niveau des pays, ils visent à renforcer la coordination et rassemblent les principaux acteurs, organisations non-gouvernementales, organisations du mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, partenaires du développement, partenaires humanitaire afin de soutenir une réponse plus efficace.

Ils fournissent une plateforme de concertation pour les évaluations des besoins, pour le partage des informations, pour la planification conjointe, et pour une réponse technique appropriée.

Ils permettent également d'élaborer des plans de contingence.

Enfin, ils soutiennent le renforcement des capacités des partenaires.

Il est important de noter que les clusters n'ont pas vocation à remplacer les mécanismes existants de coordination nationaux, mais bien au contraire ils ont pour but de les soutenir et de les renforcer. Ils permettent une assistance humanitaire coordonnée basée sur les besoins des populations construites autour d'une stratégie commune, avec une définition concertée d'une priorité et à même d'avoir un impact important et une couverture large.

Ils garantissent une efficacité accrue tant financière qu'opérationnelle. Donc, on a la garantie d'un meilleur résultat de la population affectée.

Au niveau mondial, le cluster a pour vocation d'appuyer les pays dans cinq domaines essentiels.

Premièrement, la production d'outils méthodologiques, de lignes directrices et de conseils.

Deuxièmement, le déploiement rapide de personnel. Troisièmement, le renforcement des capacités.

Quatrièmement, la gestion des connaissances et de l'information, il s'agit d'un domaine particulièrement stratégique dans les périodes de crise. Et enfin, le plaidoyer au niveau international.

Le cluster mondial de la sécurité alimentaire a pris son envol. Lors de la réunion de lancement en mai 2011, les partenaires se sont engagés à travailler ensemble, parmi eux des ONG, la Fédération

internationale de la société de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, des agences de l'ONU et des partenaires donateurs, notamment la Direction générale de l'aide humanitaire et de la Protection civile de la Commission européenne ECHO et les gouvernements de la Finlande et du Royaume-Uni, qui ont assuré une assise financière heureuse pour son lancement.

Depuis sa constitution, il y a moins de trois mois, l'équipe cluster a déjà fourni une assistance spécifique aux crises de Lybie, de la Côte d'Ivoire, ainsi que du nord et du sud du Soudan. Des missions sont programmées au Népal, en Afghanistan et en Haïti.

Actuellement, l'équipe cluster appui un exercice de planification de contingence au Timor-Lêste. Un programme de formation et de renforcement des capacités est en cours, et une série d'ateliers auront lieu cet été afin de tirer les enseignements de l'expérience des clusters existants.

Au cours des prochaines années, les activités et l'impact du cluster sécurité alimentaire vont continuer à se développer, et avec eux l'étendue et la qualité de la collaboration PAM et FAO.

Ni de confusion, permettez-moi de souligner trois points cruciaux.

Premièrement, le cluster mondial de la sécurité alimentaire est totalement aligné et cohérent avec le nouveau cadre stratégique de la FAO, et en particulier, l'objectif stratégique « i » visant à une meilleure préparation et une réponse plus efficace aux situations d'urgences.

Deuxièmement, le cluster mondial n'est pas un forum politique. Son objectif est d'améliorer l'impact de l'aide ONU humanitaire au travers du renforcement de coordination pour l'action.

Enfin, permettez-moi de conclure en soulignant que le cluster sur la sécurité alimentaire représente une opportunité pour mieux mobiliser l'expertise de la FAO, et la mettre à la disposition des partenaires dans les pays en situation de crise.

Je vous remercie et je serais heureux de répondre à vos questions à la fin de cette session. Merci.

## **LE PRÉSIDENT**

La parole est à Stephen Rudgard pour présenter deux sujets: renforcement du rôle joué par les technologies de l'information et des communications dans le développement rural et la sécurité alimentaire et la cohérence de l'information sur la recherche agricole pour le développement. Comment rendre les résultats de la recherche agricole réellement accessibles? Monsieur Rudgard est Chef du groupe connaissance et renforcement des capacités au service du développement. Vous avez la parole.

### **Mr Stephen RUDGARD (FAO Staff)**

I would like to take a few minutes to introduce two topics which are related to each other to some extent but which have been bringing this Organization's profile forward in fora in which it is not traditionally been seen to be active. Talking initially about the group activity under the topic of E-Agriculture, this is a global community of practice that has been established over the last few years where people from all over the world exchange information, ideas, and resources related to the use of information and communication technologies in support of sustainable agricultural development.

The E-Agriculture initiative came out of the World Summit on the Information Society which was held in two phases, the first in 2003 in Geneva and the second in 2005 in Tunis. E-Agriculture was an action line in the Plan of Action which was allocated to FAO to follow up. Since that time, we have provided annual reports to the so-called WSIS forum hosted by ITU, UNDP and UNESCO, held on an annual basis, and to the Committee of Science and Technology for Development.

There are a range of founding partners that were with us right from the beginning and have been contributing to this initiative by bringing together a real range of expertise and institutional background to apply to what is, undoubtedly, a growing topic.

Today we have in the global community a practice of more than seven thousand people from over 160 countries, ranging from information and communication specialists, researchers, farmers, NGO staff,

Ministries, policy-makers, private sector businessmen -- a very active and engaged community that is looking at a range of subjects across this topic area.

Running through quickly the sort of activities that the community undertakes, we contribute to the meetings and events around this topic, not least of which, for instance, was the World Bank Fourth Global Forum on Innovation and Technology Entrepreneurship, which was held in Helsinki very recently and which focused on use of mobile telephones.

We develop key publications in combination with World Bank the so called, "ICT in Agriculture" Sourcebook to be published in October, multi-author, multi-agency initiative. And we offer training courses in skills related to this topic.

We discuss key issues and in three years more than 24,000 people have participated in the various online discussions that have been conducted in a range of languages around topics related to the use of ICTs. From these discussions, we have developed policy briefs, we have identified challenges and we have proposed working solutions and shared good practices, as well as developed models of good policy and practice.

Key topics that have come forward, without doubt the most important refers to mobile phones and their use to support agricultural and rural development. The bare facts on how these devices have spread, I am sure, are known to all you. In the year 2000, only 25 percent of all mobile telephones were owned in developing countries, but now it is 75 percent. If you look at the statistics, mobile phone penetration and coverage is more or less ubiquitous in rural areas, even in poor countries.

FAO has also taken up the use of mobile telephony in its own work, in many of the Member Nations. One example relates to pest surveillance, where agricultural workers from Government Agencies out in the field are recording the incidences of crop pest using mobile devices, often geo-referenced to locate them, and feeding these back through networks using SMS technology through gateways, so that multiple databases are updated and information can be searched.

This brings a totally different aspect to the monitoring and potentially the control of these sorts of pests. This work has also been taken up in many other areas related to the Emergency Programme for instant management of pesticide stocks.

Mobiles are very much present in what FAO does. What we have begun to do using the agriculture community is to recycle the lessons learned from the effective use of these technologies. Some of the key factors are some many failed attempts to use these sort of devices in the field, where people have not really paid attention to the costs and the practicality of deploying such fairly sensitive pieces of equipment. It is also important to be clear about the local benefits of such technologies, and putting those properly into the policy and institutional aspects for which they are being employed to really add value, the reality being that in the end too many projects remain focused on the technology rather than on the development impact.

The agriculture community is growing and it continues to grow. It grows in a virtual context, and grows in a face to face context as a unique state of practice resource that permeates almost every Member Nation of FAO.

What we are trying to do is expand the strategic partnerships that we have, and link this community to the key rural topics of the use of ICT. We also are looking at the development of a common framework around policy and practice, particularly when it comes to looking at measuring the impact of such technologies where data is notoriously scarce.

In the future, we are looking forward to developing this community with new resources, new partners and new activities.

So that concludes my presentation on the agriculture community.

## **LE PRÉSIDENT**

Bien sûr, puisque que vous avez deux sujets l'un après l'autre, et on aura l'occasion de vous reposer des questions sur les deux sujets.



**Mr Stephen RUDGARD (FAO Staff)**

The work on the agriculture community falls under Strategic Objective H. I will move on to the next topic on Coherence and Information for Agricultural Research for Development, which is a topic that we consider under Strategic Objective F, under the office of Knowledge Exchange Research and Extension. By way of background, linking this presentation to where I will come to shortly, the Global Conference on Agricultural Research for Development. The importance of knowledge sharing mechanisms in support of agriculture innovation have been documented in many ways and in many places.

As we look for a more rapid agriculture innovation which is going to be knowledge-intensive, we do depend on the access to information knowledge to maintain the pace of that innovation. We have new types of research, new types of organization and collaboration that create easy access to this information, and we are improving the way partners work together. In doing that, we have to have more innovative ways to move the information and knowledge around.

The major problem is that most public domain agricultural knowledge is not actually widely accessible and proprietary knowledge does not travel easily as it is not very accessible. If you look at this diagramme, this is an interesting projection of the world based on the proportion of science publishing from the country concerned. So you will see Africa is almost entirely disappeared from this map, Latin America is only there in a very small way, and it gives you an impression of how a large amount of the world's knowledge is simply not accessible in the broader sense.

The challenge is to actually get this knowledge shared. Reflect around the lack of institutional policies in many contexts, the insufficient use of information standards and the lack of specialized skills, particularly at local level, to use the modern technologies that really empower this sharing process. It gets us much further than face to face because that is, in the end, so limited.

We also have a diversity of responses. The world is not coherent, there are many different types of information systems in use that are not openly accessible, that is, informal networks of institutions that are not necessarily replicating their knowledge as widely and efficiently as they could, with a variety of different forums and platforms that are not connected properly, and with people not taking advantage of the virtual tools for participation and interaction.

We set about in 2008, having had several years of discussions around an informal partnership to create the CIARD community. In 2008, we met at the Ministry of Foreign Affairs in Paris, a few of the international agencies, and following that brought together a number of the regional bodies. The principle sponsors at the international level are the Global Forum for Agricultural Research and the Consultative Group for International Agricultural Research. They, with FAO, are the principal partners for moving this initiative forward at the international level, with support from a number of other key agencies. Following 2008, we set up this new global movement to provide a platform for coherence to make public domain agriculture research information and knowledge truly accessible to all. In 2009 we had a series of regional consultations involving 70 countries. In 2010, we moved to bring this concept to the Global Conference on Agricultural Research for Development. By this stage, we had more than 100 major partners already engaged and moving us forward in a number of ways which I will describe in a second. This year, we have moved to a series of e-consultations and face to face consultations and workshops. Our objective is to move this forward to the Global Conference in 2012, the Global Conference on Agriculture Research for Development, the second one.

In 2010, therefore, in March in Montpellier the GCARD, the global conference, endorsed the approach to CIARD and this was further endorsed at the Fifth General Assembly of the Forum for Agriculture Research in Africa in July 2010 in Ouagadougou. So we have a broad gathering of momentum behind this initiative in terms of visibility. The vision of manifesto that we have drafted after the consultation with the 70 Member Nations gives us a concept of bringing forward public agriculture research information, disseminating it by coordinating our efforts, promoting common formats and adopting open systems to create a global network of public collections of information. We have a number of tools for doing this, we have a vision statement, we have a manifesto which is being broadly approved in some detail and is now available in multiple languages. We also have a checklist of good practices,

a series of pathways which show people how to achieve the items in the checklist, and just recently we launched an innovative online fair to bring together the service providers that show people how to use these pathways to share their knowledge more effectively. Under FAO's leadership, we have a framework of Agriculture Information Management Standards, the so called AIMS.

Our colleagues at the Global Forum for Agriculture Research hosted here at FAO have launched the so-called CIARD ring which is a global registry of information sources and services in agriculture that currently stands with the document repositories registered in it at more than four million accessions and three quarters of a million full-text documents, and it is growing, annually. A series of news feeds and events and a number of other services are available through the ring.

The way forward, as we see it, for the international and regional organizations that are partners in this initiative is to achieve a stronger consensus and increase support for advocacy to really bring this initiative into the greater public eye. We are speaking here as part of that advocacy, the capacity-building and the technical services that back it up and to use the GCARD 2012 as a platform to increase engagement in the initiative. For national agencies and organizations from your countries, it is to really work with us to put in place the policies and incentives for their scientists to make their outputs accessible, to create and strengthen their research communication activities and to register their knowledge services through international fora such as the ring and through donors that provide funding for research that take our message to develop sound policies, and to ensure that their grantees communicate their findings properly.

In summary, the CIARD motto which is "Think Global Act Local".

## **LE PRÉSIDENT**

Je passe donc au sujet suivant, la table ronde des Nations Unies sur la communication pour le développement, présenté par Mario Acunzo. Monsieur Mario Acunzo est spécialiste de la communication pour le développement au Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation. Vous avez la parole.

### **Mr Mario ACUNZO (FAO Staff)**

It is a pleasure for me to report to this Session of the Council on the progress of FAO participation in the United Nations Inter-agency Round Table on Communication for Development for which the Office of Knowledge Exchange, Research and Extension acts as a focal point for the Organization. These activities are part of Strategic Objective F of the Programme of Work and Budget.

As we have learned from recent international events, communication is a driver for change and a key element to promote development. In several developing countries, unfortunately, the lack of communication services in rural areas to address compelling issues such as, soaring food prices, disaster reduction and climate change, produces an information divide affecting large sectors of the population.

Communication for Development (C4D) is a people-centred approach integrating participatory communication methods and social media, ranging from rural radio to the new information and communication technologies. It focuses on communication as a process for social and institutional change rather than on technology and media. Since the late seventies, FAO has been the leading UN Agency in applying communication to agriculture and rural development. Hundreds of projects have been implemented in several countries to enhance the communication capacities of rural institutions and grassroots organizations as a condition to ensure the sustainability of development initiatives through the active participation of the rural population. In 2007, FAO organized in Rome with the World Bank the first World Congress on Communication for Development (WCCD) which represents a milestone and provided a clear indication to development agencies to move towards a rights-based approach, and to enhance their cooperation in C4D.

Over the years, several UN Agencies and development organizations have progressively introduced communication components in their programmes. Through the resolution 50/130 of December 1995, the General Assembly recognized the importance of the role of C4D, and established the UN Inter-

agency Communication for Development Round Table to monitor progresses in communication as part of the work of each agency, and to foster inter-agency cooperation.

The Round Table is a bi-annual meeting of UN Agencies, with the participation of selected donors, NGOs and practitioners which aims to provide strategic direction in communication. The meetings are held on a rotational basis by interested UN Agencies under the leadership of UNESCO, that is responsible for reporting the outcomes to the UN General Assembly. The last session of the Round Table held in Washington in 2009 offered an opportunity to discuss challenges and courses of action to strengthen the institutional position of communication within each Agency. As result of the analysis, it became evident that the presence of C4D is well-established in some Agencies, such as UNESCO, others have recently enhanced its role at the field level as in the case of UNICEF, while others, due to adjustments and internal reforms, have diminished the level of visibility of -- C4D in their work, C4D meaning the use of communication at the field level and enabling participation of the rural people and essentially bridging this knowledge and information divide. It is also the case of FAO. So FAO has diminished the visibility of this component in its work. Despite differences, a common challenge remains: to better position C4D as an integral component of aid and development programmes.

The next Round Table will be hosted by UNICEF in November 2011 under the title "Transforming Society with Adolescent Girls through Communication for Development". Also in this case, each Agency will contribute a technical paper related to the theme of the event and reporting about its work in C4D.

FAO is an active member of the UN Round Table and hosted the Third and the Ninth Round Tables in 1991 and 2004, respectively. Presently, due to the increasing importance of communication in the agricultural and rural development agenda, FAO is considered a potential candidate for hosting the UN Round Table 2013.

In this context, I am glad to inform that the FAO Office of Knowledge Exchange Research and Extension is presently organizing an international Expert Consultation on Communication for Development "Facing the Challenges of Agricultural and Rural Development" that will be held in Rome in September 2011. The Consultation will include interactive sessions among practitioners, representatives from academia, development agencies and donors to assess the role of communication in relation to emerging challenges in agriculture. It will also propose a way forward to better position C4D in agriculture and rural development policies and programmes. Preparations for the Expert Consultation foresee an overview paper to highlight institutional constraints, trends and opportunities for mainstreaming C4D in the work of FAO.

In this way, the outcomes of the FAO expert consultation will provide relevant inputs to the definition of the role of communications in a renewed FAO, and will also allow the Organization to contribute substantially in the process of the UN Inter-agency Round Table.

## **LE PRÉSIDENT**

Merci, Monsieur Acunzo. La dernière présentation pour cette session, c'est Madame Mariam Ahmed sur la Collaboration entre les institutions ayant leur siège à Rome.

### **Ms Mariam AHMED (FAO Staff)**

The endorsement in 2009 of the paper "Directions for collaboration among the Rome-based Agencies" by the Governing Bodies of FAO, WFP and IFAD, launched three results-based action plans on transition from relief to development, early warning and information systems for food and nutrition security, and communication and advocacy.

The next phase for the Pilot Action Plans would be the integration into world programmes and the production of lessons learned which provide evidence of the benefits and returns of this collaboration. In others words, this would be a mainstreaming of the Pilot Action Plans with the lessons learned.

Let me say a few words on these Pilots. With regard to countries in transition from relief to development, collaboration has continued for the rehabilitation phase of Pakistan and Haiti in the

aftermath of natural disasters of catastrophic proportions. To boost the government response immediately after the earthquake FAO, IFAD and WFP formed a Tripartite Task Force supporting a Haitian-led food security programme. FAO and WFP are also conducting joint activities relating to the monitoring of the food security situation in Haiti. In Pakistan, following the end of the flood relief phase in January 2011, the coordination mechanism for the early recovery phase is being established, which includes a sectorial working group with agriculture and food security co-chaired by FAO, WFP and the Ministry of Food and Agriculture of Pakistan.

As regards the Pilot Action Plan relating to Information Systems on to Food and Nutrition Security, it should be noted that, building on the draft corporate strategies developed in 2010, FAO and WFP have developed a draft joint ISFNS strategy which basically integrates the elements of the respective corporate strategies but emphasises the areas of joint and complementary work. This joint strategy will be supplemented by an implementation plan which is currently being developed. We have also held a workshop to review the joint strategy along with the integrated implementation plan in June. This draft joint strategy will be submitted to the FAO Programme Committee in October 2011.

When it comes to Communication and Advocacy, a joint communication plan to highlight the hunger issue at the 2010 United Nations Millennium Development Goals Summit has enhanced the Agencies' collaboration in the area. During the World Food Day observance in October 2010, the Heads of the three Rome-based Agencies addressed the global community on the theme United against Hunger, and will continue to do so also for the 2011 World Food Day on the Food Price Instability theme. Efforts are also underway to prepare a range of communication products, ranging from videos, brochures, pamphlets, leaflets, etc. to capture and show the different aspects of this collaboration. Let me also add that with regard to World Food Day, there is the Run for Food, organized by the three Agencies, on 16 October this year.

Now moving beyond the Pilot Action Plans but still focusing on MDG 1, the eradication of extreme hunger and poverty let me mention the work that is being carried out for the integration of food security and nutrition issues in the formulation of the United Nations Development Assistance Framework, the UNDAF, which is at the country level. In the context of the UNDF, under programming network, which is an inter-agency mechanism under the United Nations Development Group, the International Labour Organization, the World Food Programme and FAO are leading the preparation of a guidance note on integrating food and food security into country analysis and the UNDAF, which would be used by the UN country teams. The finalized guidance note, which would aim at strengthening collective action by the UN System to help ensure that food insecurity and malnutrition do not stand in the way of economic growth, human development and poverty reduction, thus accelerating the achievement of MDG1.

The guidance note is also a clear demonstration of how the achievement of MDG1 has a strong and determining impact on the achievement of all other MDGs, hence the centrality of food security and hunger eradication to the achievement of all other Millennium Development Goals. It also serves to underline the linkages between food security and the UNDAF key programming principles. Let me mention that these draft guidelines are currently being field-tested by selected UN country teams in Malawi, Ethiopia, Honduras, Bangladesh, Indonesia, Iran, Kyrgyzstan and Morocco. FAO is continuing to provide support to WFP in many of the 21 Purchase for Progress, the P4P, countries, to help leverage purchasing power in new ways aimed at developing agricultural markets, supporting small-holder engagement, and creating market outlets which reflect FAO's technical expertise.

A successful example in the pursuit to achieve cost savings and efficiency gains is the Common Procurement Team which during 2010 issued 18 tenders with an aggregate value of USD 23 million for the three Rome-based Agencies. On the 13 contracts already awarded by FAO, a potential saving of USD 900 000 has been estimated. Through this collaboration, the three Agencies benefit from favourable pricing obtained by aggregating their volumes. In addition, collaboration is also pursued in areas relating to facilities management, travel and matters pertaining to privileges and immunities.

Recently, only last week on 27 June, the European Commission and the three Rome-based United Nations Agencies have come together under a new Strategic Framework Agreement to increase the capacity of the international community to deliver effective, coordinated, timely and sustainable

support to food security and nutrition. It is also known as the Statement of Intent. This new framework defines the complementary roles of the three Rome-based Agencies, putting emphasis on the coherence of their comparative advantages and core mandates. The four partners have jointly developed a programmatic framework, which has resulted so far in the identification of nine programmatic priority areas, aligned with four priority objectives of the European Union policies for food security and humanitarian food assistance. These areas are: sustainable identification of small-holder agriculture, effective response to food and agricultural threats and emergencies, adaptation to and mitigation of climate change for food security, increased public/private sector partnerships and new financing instruments, promotion of demand-driven agricultural research, strengthened Rome-based agency collaboration on food security governance, as in the case of the work of the Committee of World Food Security, promotion of secure and equitable access to land for small farmers, promotion of policy assistance and statistics to guide investment and, last but not least, promotion of productive and social safety nets to address nutritional security of children, women and vulnerable groups. We shall, of course, continue to report to you on progress in these areas.

Let me also conclude by saying that, in the view of wordage limitations, we have presented to you but a selected glimpse of the cooperation efforts underway. We could have gone into more details and examples, but we shall elaborate on these in the communication material that we are currently preparing.

### **LE PRÉSIDENT**

Merci bien, Madame, et merci à tous les cinq pour vos présentations. Comme convenu, vous avez la parole sur les différents sujets, mais identifiez bien la prise de parole pour que ceux qui sont interpellés puissent vous suivre. J'ai le Royaume-Uni qui a demandé la parole.

### **Mr Jim HARVEY (United Kingdom)**

I would like to request the floor for Poland.

I also have a question from the United Kingdom. Mariam Ahmed, you talked about Guidelines and Statements of Intent; can we find all this material on the Website somewhere? Now back to the first point, Poland, the floor please.

### **Mr Wojciech OSTROWSKI (Observer for Poland)**

I would like to refer to Presentation 2 on the Ninth Session of United Nations Forum on Forests. I have the honour to speak on behalf of the European Union and its 27 Member States. The candidate countries to the EU, The former Yugoslav Republic of Macedonia and Turkey, associate themselves with this statement.

The EU and its Member States thank the Secretariat for its preparatory work for this Session, and the documentation it has prepared for this Agenda Item.

The EU and its Member States have always emphasized the importance of system-wide cooperation and policy-programme coordination, and appreciated the work and active role FAO plays in that system-wide cooperation and international fora on sustainable forest management and other forest-related items of the different programmes, processes and instruments. Such coordination is particularly important in the context of REDD+, given that deforestation is not simply a forest issue but is often linked to agriculture and livestock production.

FAO has a key coordination role as Chair of the Collaborative Partnership on Forests (CPF). Delegations will recall that the CPF was established by the UN in 2000 as a key element of the international arrangements on forests. At the UNFF 9 early this year, Ministers in their Ministerial Declaration and the UN Member Nations in the Session's Resolution called on the CPF to contribute to the agenda items on the UNFF 10, including with respect to forest finance. The EU and its Member States deem it important to express the need for FAO, as Chair of the CPF, to play a leadership role and to contribute its valuable expertise to the UNFF inter-sessional activities.

The EU and its Member States stand ready to support the inter-sessional activities of UNFF, in particular with regard to the Organization-Led initiative Conference on "Means of Implementation"

planned for 2012. To this end, we also stress the need for further exchange and preparatory work between CPF members in general, with FAO in particular, and with the Governments of the UN Member Nations and major groups.

I also congratulate the former Chairpersons of the FAO Commissions and Committees, and the newly-elected members of these bodies.

**Mme Bérengère QUINCY (France)**

Merci. J'étais prête à rendre la parole au Royaume-Uni. Je vais être très brève. Je voudrais appuyer la déclaration de la Pologne sur le Forum des Nations Unies sur les forêts et le partenariat de collaboration sur les forêts que préside la FAO.

J'ai déjà eu l'occasion tout à l'heure de me féliciter de la coopération entre l'ensemble des organisations romaines des Nations Unies sur l'aide d'urgence et l'aide humanitaire avec la création du cluster. Je voudrais saluer aussi la façon dont cette coopération s'est traduite sur le terrain en Haïti et au Pakistan. À propos de la cohérence de l'information sur la recherche agricole, je voudrais signaler la tenue de la conférence du G20 sur la sécurité alimentaire et la recherche agricole pour le développement qui se tiendra à Montpellier les 12 et 13 septembre prochains. Elle réunira l'ensemble des organismes de la recherche du G20 qui sont dédiés à ces thèmes. Je vous remercie, Monsieur le Président.

**LE PRÉSIDENT**

Y a-il d'autres demandes d'intervention? L'Ethiopie, vous avez la parole.

**Mr Abreha Ghebrai ASEFFA (Observer for Ethiopia)**

Since this is the first time I'm taking the floor, I would like to congratulate you on your re-election.

That said, I would like to ask a question relating to e-Agriculture. We saw in the Presentation that as far as research on agriculture is concerned, Africa is not on the map at all. It is very encouraging to see in the presentation that CIARD is trying to make research results accessible to developing countries in general, and hopefully also Africa in particular. My question is how much effort is being exerted on creating capacity at country level in order to be able to have access to research results in those countries that currently do not have them?

**LE PRÉSIDENT**

S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je demande à ceux qui sont concernés de bien vouloir répondre.

**Mr Eduardo ROJAS-BRIALES (Assistant Director-General, Forestry Department)**

I would like to acknowledge the comments made by the distinguished delegate of Poland, on behalf of the European Union, and especially their support and appreciation for the work done in the Collaborative Partnership on Forests from the part of FAO, as one of the forty members of this coordination work.

In this sense, as the burden of work demanded in last session of UNFF 9 was very relevant, we should bring it to your attention, to the Governing Bodies of FAO, that we are going to devote resources to it from our regular budget and to inform you accordingly. Second, we plan to celebrate this Organization-Led Initiative Conference the week before COFO and, as I have seen in the documents that you have as well, the date of COFO is 24-28 of September. So we will most likely celebrate this Organization-Led Initiative Conference here in Rome, if resources are identified.

The third element is that as for several organizations of the CPF, this burden overtakes its normal financial capacity. We are in the process of identifying possible donors that may cover this additional effort for the consultancy work that has to be done to review the forest finance document of 2008, as well as arrange the Organization-Led Initiative. We appreciate very much the support of the European Union, and we hope that other potential donors may join that effort. In the next few days we will send

a letter in response to the one that the European Union sent FAO late March. We will share the same content with other potential donors. I invite you to contact us, so that we can work on this issue.

Finally, in this Resolution of the UNFF 9, there was the request for a stronger presence of forestry in Rio+20. The CPF is going to present a single document to the DESA Secretariat before the deadline of 1 November, in order for it to be incorporated in the discussions in one of the ten thematic elements of the Conference in Rio next year in June.

**Mr Stephen RUDGARD (FAO Staff)**

I would just like to say thanks for the question from Ethiopia. In the time available, it was very difficult to really summarize what is a large-scale, wide-reaching initiative, but our impact depends on acting locally. It is really fundamental that the actions under the CIARD initiative take on local context. It would mean, in your case, that the Ethiopian agencies and institutions active in agricultural research are indeed sharing the knowledge that they create, as well as accessing the knowledge from other institutions. To do this, as FAO is stretched in its resources, we depend on the partnerships that we have, not only with the Global Forum, but also with the regional fora such as the Forum on Agricultural Research for Africa and, in your country's case, the Association for Agricultural Research Centres in East and Central Africa (ASARECA) which is located in Uganda.

Through these bodies, we are trying to work at national level to really increase the capacities to confront this really almost global struggle to make sure that knowledge is shared properly. It is not just about sharing on the Internet. That diagramme that I have put up is really about activity in publishing, so science publishing spreads across the world. It is all sorts of pathways, including pathways that also reach to farmers not necessarily through scientific articles. We are talking about a multi-dimensional and turly multi-directional knowledge and information flow which this initiative is trying to promote and sustain at national level. Without that, the initiative has no purpose. The activity at country level is really what we are trying to stimulate and sustain. I hope that gives you some impression of the importance we place on national-level capacities, and the efforts that we put in through partners and intermediaries to work with as many countries as we can to increase that capacity.

**Mr Abdul Razak AYAZI (Afghanistan)**

I am not raising any question regarding the introduction of this topic. The problem is I thought from the beginning that these were information items for the Council. They are not items for action so we appreciate the introduction but it will be useful at the end, in one minute, for each speaker to say this happened in the world and what is its implication in terms of FAO's work. It is only by adapting that we can speak with some kind of knowledge or implication, otherwise I take these items only for information.

**LE PRÉSIDENT**

Bien sûr, ils sont pour information puisqu'il n'y a pas d'éléments de discussion. Mais il peut y avoir quand même un intérêt des uns ou des autres pour demander des informations supplémentaires. Il est vrai que les éléments sur la communication et la mise en place sont très informatifs. Mais, par exemple, ce qui a été dit concernant l'aide d'urgence, peut y avoir quand même toute une politique plus importante, comme nous l'avons eu tout à l'heure avec le G20. Les six points n'ont pas tout à fait la même nature, mais cela fait partie du rôle et de la mission du Conseil et du Président de se tenir informés de ce qui se passe dans les autres organisations ou avec les autres organisations sur des centres d'intérêt communs. C'est donc là l'objectif.

Pour le point concernant le G20, en conclusion, j'ai souhaité justement qu'on confirme que le Conseil s'est engagé à s'intégrer dans la démarche présentée. Pour les questions posées et pour l'objet d'un travail soit de Comité, soit de la Maison, c'est le travail permanent de la Maison. Le Royaume-Uni, vous avez la parole.

**Mr Jim HARVEY (United Kingdom)**

I am not sure if there was a quick answer to my request for a little bit more information?

**Ms Mariam AHMED (FAO Staff)**

Yes, with regard to the Guidance Note on integrating food and nutrition security into country analysis and UNDAF, this forms part a series of guidance notes that have been prepared by the UN Development Group which includes the mainstreaming of gender, climate change, and human rights into the UN System's common programming.

With regard to this note that I just referred to, it is still work-in-progress. As I mentioned, it is being field-tested in some countries and certainly, when the lessons learned are incorporated, it can be shared with all.

Your other question, I believe, related to the European Commission and the Rome-based Agencies statement of intent, the Strategic Framework. I understand from colleagues that it is in the process of being translated now, and should at some stage become available on the Website.

**LE PRÉSIDENT**

Si les autres intervenants de la tribune, même s'ils n'ont pas eu de questions directes posées, ont quelque chose à rajouter, n'hésitez surtout pas. C'est possible. Il est vrai que ce n'est pas tous les jours que nous disposons en fin de réunion d'un temps disponible pour pouvoir discuter, mais il est vrai aussi que c'est à l'issue d'une Conférence qui a duré huit jours. Monsieur Thomas, vous avez la parole.

**Mr Laurent THOMAS (Assistant Director-General, Technical Cooperation Department)**

Regarding the partnership between FAO, WFP and IFAD, in the framework of the cluster, and more importantly because this is the final objective, partnership at country-level and particularly in Haiti and Pakistan. I want once again to confirm to you here that we consider from an FAO perspective the partnership in Pakistan, particularly as a model of joint action between FAO, WFP and IFAD. I was in Pakistan a few weeks ago, and it was very rewarding to see farmers harvesting a bumper crop of wheat thanks to the seed distributed by FAO and its partners immediately after the flood, where it was possible, where the water was receding. This was possible also because WFP had distributed food in time and had supported food assistance activities. We were acting in partnership with FAO and the financial support of IFAD for the recovery programme.

I want to call your attention to the fact that after all, in today's world everything happens and accelerates and we forget one emergency with another one. The Pakistan emergency was one of the largest floods in the history of the world, only nine months ago. So I am reminding all of you that in many parts of Pakistan, farmers are still vulnerable and we need sustainable assistance to ensure that we support the recovery of these families in the most affected provinces.

The situation in Haiti is the same. Let's not forget that in Haiti even before the earthquake, we had what we define as a protracted humanitarian crisis. Let's not forget that in 2008 there were hunger riots at the peak of the food crisis, and that with this country we have a situation with one of the poorest farming communities in the world. We have to make sure we continue to support humanitarian response and recovery there. Here again, the work is being done by FAO together with WFP and other partners, not only to respond to the immediate needs, but to address the root causes of the problem, working on watershed management and working on nutrition outcomes can be considered as good practice for the future.

**LE PRÉSIDENT**

J'en profite pour redire ce que j'avais déjà dit à un Conseil précédent concernant les bonnes relations que nous souhaitons et que nous vivons entre les instances romaines, donc le PAM et le FIDA. Nous avons aussi dit qu'il serait important que nous échangions entre les éléments de gouvernance avec le PAM et le FIDA. J'ai eu l'occasion d'en discuter avec l'ancienne Présidente du PAM pour voir comment au cours des six ou neuf mois à venir nous pourrions établir un contact pour voir les façons d'animer les Conseils, de prendre les décisions mais aussi envisager l'animation sur le terrain avec les Bureaux régionaux, mais également dans le cadre des Conférences régionales puisqu'elles sont celles de la FAO et peuvent avoir des incidences sur les autres éléments. Pour l'instant, ce n'est qu'une idée,



mais au cours des six mois à venir, nous aurons sans doute l'occasion de faire peut-être un Conseil commun, mais au moins un travail plus informel au départ.

Dans le cadre de la gouvernance inter-sessionnelle, nous avons eu l'occasion d'en discuter à plusieurs reprises pour accompagner et préparer les réunions de Conseil et toutes les orientations qui doivent être mises en place, non pas de mettre en place un Bureau. Je parle de s'appuyer sur le Comité des Présidents de groupes régionaux qui seront représentés dans ces réunions par le Président et le Vice-Président pour bien mettre de l'harmonie sur la représentation de l'ensemble des régions, et aussi assurer sans à-coup les transitions lorsque vous changez de Président à Vice-Président. Je vous rappelle que nous avons une réunion dès mercredi matin pour discuter de plusieurs sujets autour des visites de terrain et plus particulièrement, de l'évolution de la discussion sur les Conférences régionales et les années internationales.

J'ai déjà pris contact avec les trois nouveaux Présidents des Comités du Programme, financier et du CCLM, auquel j'aimerais joindre Noel de Luna pour le CSA, pour que nous établissions une rencontre périodique afin de s'assurer du lien entre ces différents Comités, puisque nous avons un Conseil au mois de décembre et que d'ici là il y aura beaucoup d'événements qui vont se présenter. Nous nous retrouverons les uns et les autres au CSA ou dans les différents Comités, mais il est important que nous puissions faire un lien entre tout cela. Je le dis plus particulièrement pour les nouveaux. Je maintiendrai aussi l'expérience que j'ai menée durant cette mandature, environ un mois et demi à deux mois avant le prochain Conseil, je vous enverrai une lettre circulaire pour vous dire ce qui a été réalisé. Mais, bien sûr, à chaque fois que cela sera nécessaire, nous pourrions l'améliorer.

Pendant les deux mois qui se sont déroulés, en mai et juin, j'ai rencontré quelques soixante délégations dans une rencontre informelle, comme nous le disions, pour être vraiment à l'aise avec trois sujets simples: parlez moi du passé, du présent et de l'avenir pour faire un peu le point sur le biennium passé, la préparation de la Conférence et échanger sur nos préoccupations. Pour l'avenir, je m'excuse auprès d'un grand nombre d'entre vous, parce que soixante pays – une cinquantaine en rendez-vous et une dizaine en Groupe régional – cela nous a bien occupé, mais je n'ai pas pu tous vous rencontrer. Je vais donner la priorité aux Membres du Conseil qui n'ont pas eu l'occasion de me rencontrer. Je dois dire que cela a été très fructueux et j'espère que je pourrais vous faire un compte rendu un peu plus précis. Il y a eu des questions de gouvernance qui ont été mises sur la table, des questions concernant la FAO et son fonctionnement, l'évolution de la décentralisation qui préoccupe quand même un certain nombre de gens, le débat sur la communication interne et externe de cette maison et de nombreux éléments qui doivent nous permettre de faire avancer notre gouvernance.

Nous avons échangé sur trois sujets particuliers en plus des classiques, concernant l'avenir, celui de la maîtrise de la décentralisation, je dis bien maîtrise, c'est-à-dire ne pas se laisser déborder par un manque de préparation. Par décentralisation, j'entends la décentralisation des bureaux -- le travail au bureau régional, sous-régional et local mais c'est aussi le nouveau pouvoir et la nouvelle animation des Conférences régionales. Le deuxième point a été, plus particulièrement, le partenariat-voire les partenariats partant du principe que l'on ne peut pas tout faire mais que nous n'avons pas le droit de laisser de côté des sujets très importants. Donc nous devons nous préoccuper de ce que nous ne pouvons pas faire, s'assurer que le travail est confié à quelqu'un d'autre ou que quelqu'un d'autre collabore avec nous. Il y a des partenariats, des secteurs dans lesquels nous sommes plus compétents que les autres. C'est à nous de les prendre en charge, d'autres dans lesquels nous sommes moins compétents donc les prendre en charge en partenariat. Le troisième sujet que nous avons abordé qui n'est pas nouveau, mais qui s'amplifie, concerne les financements innovants ainsi que tout ce qui concerne les financements extra-budgétaires que ce soit avec les États, le partenariat et les échanges de la société civile et les entreprises privées. Je suis de ceux qui pensent qu'il n'y a pas de raison que nous ne trouvions pas les bonnes règles pour travailler avec les entreprises privées. Ce serait dommage de voir que les entreprises privées fondées par telle ou telle fondation travaille avec d'autres structures internationales, et que nous nous en privions à la FAO. D'autres questions à ces sujets pourraient être abordées.

Donc des sujets de fond, qui sont à la fois de l'application des politiques, mais aussi de travail de gouvernance. Pour terminer, je voudrais vous dire que dans ma responsabilité avec vous, je souhaite

que nous travaillions, bien sûr, le plus communément possible entre nous, mais que nous ayons entre nous aussi un vrai rapport, c'est-à-dire que nous puissions donner et recevoir et pas seulement au moment des conférences. La vie de la FAO, vous la faites, bien sûr, avec les différents rapports, mais qu'on ait ce sentiment que la FAO vit tout le temps. Elle fait évoluer et ses évolutions sont permanentes. Voilà, donc, ce que je voulais vous dire un peu, non pas sous forme de conclusions, mais de chemin tracé du travail que nous avons à faire. J'envisage de faire ce que nous avons réalisé quelques fois déjà l'année dernière, et c'était l'Australie, les États Unis qui nous avaient fourni un rapport sur les méthodes de travail du Conseil et un autre sur les nouveaux moyens de communication. Si nous déterminons des sujets pointus, ou que vous pouvez souhaiter, on peut très bien engager un petit groupe *ad hoc* pour travailler sur ces sujets là, et le proposer ensuite comme orientation aux décisions au Conseil.

Le Conseil pour lequel vous avez été élu se réunira au mois de novembre/décembre, mais j'entends bien vous faire participer et vous contacter pour avoir le maximum de travail permanent.

Nous arrivons au terme de notre Conseil. S'il n'y a pas d'autres demandes de prise de parole, je considérerais cette séance du Conseil comme terminée et je vous invite encore une fois à échanger des idées entre nous dans un cadre informel à 17h30, Salle Aventino.

Encore une fois, merci de ce bon déroulement. On avait prévu deux jours, on a fait un peu plus d'une journée et demie mais nous commençons à faire des économies. Merci.

**The meeting rose at 16:06 hours**

**La séance est levée à 16 h 06**

**Se levanta la sesión a las 16:06 horas**